



CONSEIL COMMUNAL DU 24 SEPTEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 24 SEPTEMBER 2025

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à l'augmentation du précompte immobilier.**

Madame La Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Communaux,

En tant que citoyen(ne)s molenbeekois(es), nous souhaitons interpellier les autorités communales sur un sujet de préoccupation croissante : **le précompte immobilier**.

A Molenbeek, le précompte est un des précompte les plus élevés de la région de Bruxelles Capitale. Et Molenbeek la deuxième commune la plus pauvre en terme de revenus. Quelques 20.000€ en moyenne par ménage, un chômage de 15%, un taux d'emploi de 57% et près de 40% de la population qui doit malheureusement bénéficier d'une aide sociale quelconque (source IBSA) n'est pas une situation sociale réjouissante.

De plus en plus de ménage n'arrive plus à couvrir tous les frais qu'ils doivent supporter.

Depuis plusieurs années, les citoyens constatent une hausse continue et marquée du précompte immobilier. La Région de Bruxelles Capitale et la commune semblent ne pas prendre la mesure de la pression fiscale qui pèse sur les habitants de Molenbeek.

Cette charge fiscale devient de plus en plus lourde, tant pour les propriétaires occupants que pour les petits propriétaires bailleurs, avec des conséquences directes sur le niveau des loyers, déjà élevés, et sur le coût de la vie à Molenbeek.

Dans une commune où le revenu moyen est inférieur à celui de la Région bruxelloise, où la précarité reste un enjeu majeur, il est particulièrement injuste et inacceptable que le précompte immobilier atteigne des sommets. Ce fardeau fiscal contribue à l'appauvrissement des familles, met sous pression les classes moyennes et décourage même les investissements dans l'habitat.

Comment voulez-vous que les propriétaires privés molenbeekois puissent entretenir leur biens avec leurs maigres revenus issus de leur travail ou de la location d'un bien acquis dans l'espoir de pouvoir améliorer leurs faibles pensions lorsqu'ils sortent ou sont déjà sortis du marché de l'emploi.

Interpellation Citoyenne au Conseil Communal

N°	Noms	Prénoms	Rue	N°	Boites	Code Postal	Signatures
1	ORTIZ	NIDIA	AV. DES AMANDIERS	14	2	1080	
2	JOMAA	MERIANE	Rue du Serpolet	10	2	1080	
3	BEKKAOU	SOVAD	Bd Edmond Machtens	123	15	1080	
4	AZAM	Radia	Bd Edmond Machtens N° 121	121	14	1080	
5	Messina	Miraglia R	Bd Edmond Machtens	123	12	1080	
6	Reber-louvain	Guy + Carine	Bd E. Machtens	123	10	1080	
7	ORGAN	Rudi	Bd E. Machtens	123	7	1080	
8	BOISDENGHIEV	Paulette	Bd E. Machtens	123	6	1080	
9	ABdulsafer	Wissam	Bd. E. Machtens	127	12	1080	
10	MUTAZA	TARBINE	Bd. E. Machtens	121	6	108	

Confidentiel

08/07/2025

Pa

Interpellation Citoyenne au Conseil Communal

N°	Noms	Prénoms	Rue	N°	Boites	Code Postal	Signatures
11	HECQUET	YVETTE	Bd. E. Machtens	121	5	1080	
12	Zalti	Bruna	Bd Ed Machtens	133	9	1080	
13	Khachab	Youssef	AV. De Schenthaek	47	6	1080	
14	Franzen	Carine	Bd Machtens 125	125	6	1080	
15	Hamza	Zahra	Bd Edmond Machtens	123	17	1080	
16	Ayoub	Eva	Rue asseghem	159		1080	
17	Khachab	Ali	Alhed Daboi	51	1	1080	
18	JOMAA	MAYA	RUE DU MENUET	24	1	1080	
19	FEIJAEERTS	MORGANE	Rue du Serpolet	12	7	1080	
20	FEIJAEERTS	KIMBERLY	bdt Edmond Machtens	96	9	1080	

Confidentiel

08/07/2025

Pa

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie over de verhoging van de onroerende

2 **Secrétariat communal - Questions d'actualité. (Complémentaire)**

Gemeentesecretariaat - Actualiteitsvragen. (Aanvullend)

3 **Secrétariat communal - Déclaration de politique générale 2024-2030.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, articles 117 et 242 bis;

Vu la déclaration de politique générale 2024-2030 en annexe de la présente;

Vu sa délibération du 27.06.2025 (référence #012/27.06.2025/A/0002#) d'arrêter les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2025 et du plan triennal 2025-2027 (y inclus la note explicative 2025-2027);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins;

DECIDE :

Article unique :

D'adopter la déclaration de politique générale 2024-2030 ci-annexée.

Gemeentelijke secretariaat - Algemene beleidsverklaring 2024-2030.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, artikels 117 en 242 bis;

Gezien de algemene beleidsverklaring 2024-2030 hierbij gevoegd;

Gezien zijn beraadslaging d.d. 27.06.2025 (referentie #012/27.06.2025/A/0002) die de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2025 en van de driejaarsplan 2025-2027 (inbegrepen de verklarende nota 2025-2027) vaststelt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enig artikel :

De bijgevoegde algemene beleidsverklaring 2024-2030 goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

DPC FR.pdf, DPC NL.pdf

4 **Instruction publique - Désignation d'un membre et administrateur de l'Association "Les Cuisines Bruxelloises" - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision prise en séance du Conseil Communal du 12/12/2019 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean sollicite l'adhésion à l'Association « Les Cuisines bruxelloises » ;

Considérant que l'Association « Les Cuisines bruxelloises » est une association de droit public constitué en application de la Loi du 8 juillet 1976, composée exclusivement de partenaires publics ;
Considérant que l'adhésion à l'Association « Les Cuisines Bruxelloises » impliquant la désignation d'un représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Association en tant que membre et administrateur, il appartient au Conseil Communal de nommer ce représentant conformément à l'article 120§2 de la NLC ;
Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean comme membre et administrateur de l'Association « Les Cuisines Bruxelloises ».

DECIDE :

Article unique :

De proposer la candidature de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx en qualité de membre et administrateur de l'Association "Les Cuisines Bruxelloises".

Openbaar onderwijs - Aanwijzing van een lid en bestuurder van de vereniging "Les Cuisines Bruxelloises" - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing genomen op de zitting van de Gemeenteraad van 12/12/2019 waarbij de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek het lidmaatschap van de Vereniging "Les Cuisines bruxelloises" aanvraagt;

Overwegende dat de vereniging "Les Cuisines bruxelloises" een publiekrechtelijke vereniging is die is opgericht in toepassing van de wet van 8 juli 1976 en die uitsluitend bestaat uit overheidspartners;
Aangezien het lidmaatschap van de Vereniging "Les Cuisines Bruxelloises" de benoeming van een vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek binnen de Vereniging als lid en bestuurder impliceert, is het aan de Gemeenteraad om deze vertegenwoordiger te benoemen overeenkomstig artikel 120§2 van de NAR;

Overwegende dat daarom een vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek moet worden benoemd tot lid en bestuurder van de Vereniging "Les Cuisines Bruxelloises".

BESLUITEN :

Enig artikel :

De kandidatuur van xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx voor te stellen als lid en beheerder van de vereniging "Les Cuisines Bruxelloises".

5 Secrétariat communal - Nouvelle désignation des représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel", suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120;

Vu la décision du Conseil communal du 26.10.2016 portant adhésion de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean comme membre fondateur de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel";

Vu que les statuts de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel" prévoient :

"Titre III. De l'Assemblée générale

Article 11 :

(...) Le membre effectif, soussigné 5, désigne 5 délégués.

(...) Lorsqu'un membre fondateur ou effectif est une commune, les délégués désignés par ce membre sont des Conseillers communaux du groupe linguistique francophone dont notamment le membre du Collège en charge de l'instruction publique

francophone."

Considérant que Madame la Bourgmestre en charge de l'Instruction publique francophone, Madame Moureaux est donc membre de droit de l'Assemblée générale de l'asbl;

Considérant qu'il reste donc 4 délégués à désigner;

Considérant que la désignation se fera selon la méthode de calcul proportionnelle D'Hondt;

Considérant que selon ce calcul la désignation des membres suit :

- 2 PS (dont Madame Moureaux)

- 1 PTB

- 1 MR

- 1 Team Fouad Ahidar

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner les personnes suivantes comme représentantes de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel":

- Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, en charge de l'Instruction publique francophone, membre de droit ;

- Khalid EL JAIDI (proposé par le groupe PS-VOORUIT), avec 32 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;

- Cloë MACHUELLE (proposée par le groupe PTB), avec 31 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;

- Hassan OUASSARI (proposé par le groupe LES ENGAGES), avec 32 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;

- Mohamed ADAHCHOUR (proposé par le groupe TFA), avec 36 votes positifs, aucun vote négatif et aucune abstention.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner les personnes suivantes comme représentantes de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel":

- Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, en charge de l'Instruction publique francophone, membre de droit ;

- Khalid EL JAIDI (proposé par le groupe PS-VOORUIT) ;

- Cloë MACHUELLE (proposée par le groupe PTB) ;

- Hassan OUASSARI (proposé par le groupe LES ENGAGES) ;

- Mohamed ADAHCHOUR (proposé par le groupe TFA).

Gemeentelijk secretariaat - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek in de algemene vergadering van de vzw "Pouvoir Organisateur Pluriel", naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 120;

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 26.10.2016 over de toetreding van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek als stichtend lid van de vzw "Pouvoir Organisateur Pluriel";

Gezien het feit dat de statuten van de vzw "Pouvoir Organisateur Pluriel" bepalen:

"Titel III. Van de Algemene Vergadering

Artikel 11:

(...) Het gewoon lid, ondergetekende 5, wijst 5 afgevaardigden aan.

(...) Wanneer een stichtend of effectief lid een gemeente is, zijn de door dit lid aangewezen afgevaardigden gemeenteraadsleden van de Franstalige taalgroep, met inbegrip van in het bijzonder het lid van het College dat belast is met het Franstalig openbaar onderwijs."

Aangezien mevrouw de burgemeester verantwoordelijk is voor het Franstalige openbare onderwijs, is mevrouw Moureaux daarom de jure lid van de Algemene Vergadering van de vzw;

Gezien het feit dat er nog 4 afgevaardigden moeten worden aangewezen;

overwegende dat de aanwijzing zal geschieden volgens de proportionele rekenmethode D'Hondt;

Overwegend dat volgens deze berekening de aanwijzing van de leden als volgt volgt:

- 2 PS (inclusief Madame Moureaux)
- 1 PTB
- 1 MR
- 1 Team Fouad Ahidar

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enkel artikel:

De volgende personen aanwijzen als vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek binnen de Algemene Vergadering van de vzw "Pouvoir Organisant Pluriel":

- Catherine MOUREAUX, burgemeester, belast met Franstalig openbaar onderwijs, ambtshalve lid ;
- Khalid EL JAIDI (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 32 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;
- Cloë MACHUELLE (voorgesteld door de PTB-Fractie), met 31 stemmen voor, 2 tegen en geen onthouding;
- Hassan OUASSARI (voorgesteld door de fractie LES ENGAGES), met 32 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;
- Mohamed ADAHCHOUR (voorgesteld door de TFA-Fractie), met 36 stemmen voor, geen stemmen tegen en geen onthoudingen.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enkel artikel :

De volgende personen aanwijzen als vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek binnen de Algemene Vergadering van de vzw "Pouvoir Organisant Pluriel":

- Catherine MOUREAUX, burgemeester, belast met Franstalig openbaar onderwijs, ambtshalve lid ;
- Khalid EL JAIDI (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;
- Cloë MACHUELLE (voorgesteld door de PTB-Fractie) ;
- Hassan OUASSARI (voorgesteld door de fractie LES ENGAGES) ;
- Mohamed ADAHCHOUR (voorgesteld door de TFA-Fractie).

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

6 Secrétariat communal - ASBL OLINA - Nouvelle désignation des nouveaux représentants (mandataires politiques) de la commune à l'assemblée générale, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Considérant que les statuts de l'asbl OLINA précisent que l'association est composée de 7 membres effectifs minimum dont au minimum 4 représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'association est actuellement composée de 10 membres dont un membre du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les représentants de la commune ne doivent pas nécessairement être des mandataires politiques ;

Considérant qu'il s'indique que l'échevin ayant la petite enfance dans ses attributions fasse partie de ladite association ;

Considérant que la désignation de 3 membres de l'administration se justifie par la nécessité d'un soutien opérationnel quotidien de l'Asbl ;

Considérant que dès lors il y a lieu de désigner 5 mandataires supplémentaires.

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Monsieur Amet GJANAJ, Echevin en charge de la Petite Enfance membre de droit, pour représenter la Commune

de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale de l'asbl OLINA.

Article 2 :

De désigner les conseillers communaux suivants pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale de l'asbl OLINA:

- Abdelkarim HAOUARI (proposé par MAMA), avec 35 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;*
- Mélanie BERENGUER (proposée par le PTB), avec 33 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;*
- Hind ADDI (proposée par le PTB), avec 34 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;*
- Igor DELOGNE (proposé par les ENGAGES), avec 31 votes positifs, 4 votes négatifs et aucune abstention.*

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et à l'asbl OLINA.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;
Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Monsieur Amet GJANAJ, Echevin en charge de la Petite Enfance membre de droit, pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale de l'asbl OLINA.

Article 2 :

De désigner les conseillers communaux suivants pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale de l'asbl OLINA:

- Abdelkarim HAOUARI (proposé par MAMA) ;
- Mélanie BERENGUER (proposée par le PTB) ;
- Hind ADDI (proposée par le PTB) ;
- Igor DELOGNE (proposé par les ENGAGES).

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et à l'asbl OLINA.

Gemeentelijk secretariaat - VZW OLINA - Nieuwe aanstelling van de nieuwe vertegenwoordigers (politieke mandatarissen) van de gemeente in de algemene vergadering, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Overwegende dat de statuten van de vzw OLINA bepalen dat de vereniging is samengesteld uit minstens 7 effectieve leden, waaronder minstens 4 vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
Overwegende dat de vereniging momenteel bestaat uit 10 leden, waaronder 1 lid van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
Overwegende dat de vertegenwoordigers van de gemeente niet noodzakelijk politieke vertegenwoordigers moeten zijn;
Overwegende dat het passend is dat de schepen bevoegd voor jonge kinderen lid is van deze vereniging;
Overwegende dat de aanstelling van 3 administratieve leden gerechtvaardigd wordt door de behoefte aan dagelijkse operationele ondersteuning van de vzw;
Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is 5 bijkomende vertegenwoordigers aan te stellen.

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

De heer Amet GJANAJ, Schepen van Kinderopvang, lid van rechtswege, aan te duiden om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de algemene vergadering van de vzw OLINA.

Artikel 2 :

De volgende gemeenteraadsleden aan te duiden om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de algemene vergadering van de vzw OLINA :

- Abdelkarim HAOUARI (voorgedragen door MAMA), met 35 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*

- Mélanie BERENGUER (voorgedragen door de PTB), met 33 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;
- Hind ADDI (voorgedragen door het PTB), met 34 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;
- Igor DELOGNE (voorgedragen door LES ENGAGES), met 31 stemmen voor, 4 tegen en geen onthoudingen.

Een kopie van dit besluit zal verstuurd worden naar de toezichthoudende overheid en naar de vzw OLINA.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

De heer Amet GJANAJ, Schepen van Kinderopvang, lid van rechtswege, aan te duiden om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de algemene vergadering van de vzw OLINA.

Artikel 2 :

De volgende gemeenteraadsleden aan te duiden om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de algemene vergadering van de vzw OLINA :

- Abdelkarim HAOUARI (voorgedragen door MAMA) ;
- Mélanie BERENGUER (voorgedragen door de PTB) ;
- Hind ADDI (voorgedragen door het PTB) ;
- Igor DELOGNE (voorgedragen door LES ENGAGES).

Een kopie van dit besluit zal verstuurd worden naar de toezichthoudende overheid en naar de vzw OLINA.

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

7 **Secrétariat communal - École Régionale et Intercommunale de Police asbl - ERIP - Renouvellement de mandat - Nouvelle désignation d'un représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'administration, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu l'article 15 des statuts de l'association stipulant que l'assemblée générale se compose des représentants accrédités de chacun des membres. Les communes sont représentées par un membre du conseil communal, désigné par les conseillers communaux respectifs parmi les conseillers, le bourgmestre et les échevins de la commune ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, comme membre de droit du Conseil d'administration de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police, sise Avenue des Anciens Combattants 190 à 1140 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Article 2 :

De désigner Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, avec 23 votes positifs, 8 votes négatifs et aucune abstention, en qualité de représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police, sise Avenue des Anciens Combattants 190 à 1140 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;
Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, comme membre de droit du Conseil d'administration de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police, sise Avenue des Anciens Combattants 190 à 1140 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Article 2 :

De désigner Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, en qualité de représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police, sise Avenue des Anciens Combattants 190 à 1140 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Gemeentelijk Secretariaat - Gewestelijke en Intercommunale Politieschool vzw - Vernieuwing mandaat - Nieuwe aanstelling van een vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering en in de Raad van bestuur, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op het artikel 15 van de statuten van de vereniging bepalend dat de Algemene Vergadering bestaat uit de geaccrediteerde vertegenwoordigers van elk van de leden. De gemeenten zijn vertegenwoordigde door een lid van de gemeenteraad aangeduid, door de respectievelijke gemeenteraden, onder de raadsleden, de burgemeester en de schepenen van de gemeente;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, aan te stellen als lid van rechtswege in de Raad van Bestuur van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politieschool, gevestigd te 1140 Brussel, Oud Strijderslaan 190 voor de legislatuur 2024-2030.

Artikel 2 :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, met 23 stemmen voor, 8 stemmen tegen en geen onthouding aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene vergadering van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politieschool, gevestigd te 1140 Brussel, Oud Strijderslaan 190 voor de legislatuur 2024-2030.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, aan te stellen als lid van rechtswege in de Raad van Bestuur van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politie school, gevestigd te 1140 Brussel, Oud Strijderslaan 190 voor de legislatuur 2024-2030.

Artikel 2 :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene vergadering van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politie school, gevestigd te 1140 Brussel, Oud Strijderslaan 190 voor de legislatuur 2024-2030.

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

8 **Secrétariat communal - École Régionale d'Administration publique - ERAP - Renouveau de mandat - Nouvelle désignation d'un représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'administration, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, avec 23 votes positifs, 11 votes négatifs et aucune abstention, comme représentante de l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée générale de l'ERAP, pour la législature 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, comme représentante de l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée générale de l'ERAP, pour la législature 2024-2030.

Gemeentelijk Secretariaat - Gewestelijke School voor Openbare Bestuur - GSOB - Vernieuwing mandaat - Nieuwe aanstelling van een vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering en in de Raad van bestuur, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

*Gelet op het besluit van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad voortvloeiend uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen werden geïnstalleerd;
Overwegende dat het noodzakelijk is om de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in bepaalde organen en intercommunales waarvan ze lid is;*

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, met 23 stemmen voor, 11 stemmen tegen en geen onthoudingen aan te stellen als vertegenwoordigers van het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van GSOB, voor de legislatuur 2024-2030.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, aan te stellen als vertegenwoordigers van het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van GSOB, voor de legislatuur 2024-2030.

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

9 Secrétariat communal - VIA asbl - Renouvellement des mandats - Nouvelle désignation des représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de VIA, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la délibération du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la convention de partenariat entre l'asbl Via, sise rue Kessels 14 bte 8 à 1030 Bruxelles – n° d'entreprise 0632.613.412 et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, rue Comte de Flandre 20 à 1080 Bruxelles Molenbeek, il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de VIA en application de la clé D'Hondt pour la répartition des mandats ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

*De désigner 7 représentants de la majorité dont 3 personnes du groupe politique PS-VOORUIT et 3 personnes du groupe politique PTB*PVDA et 1 personne du groupe politique MAMA pour l'Assemblée Générale de l'asbl « VIA », sise rue Kessels 14 Boîte 8 à 1030 Bruxelles:*

- 1. Eddy DE WINTER (proposé par le PS-VOORUIT), avec 27 votes positifs, 6 votes négatifs et 1 abstention ;*
- 2. Ayten ONDEROGLU (proposé par le PS-VOORUIT), avec 29 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;*
- 3. Sarah HOUSNI (proposée par le PS-VOORUIT), avec 30 votes positifs, 5 votes négatifs et aucune abstention ;*
- 4. Paulette PIQUARD (proposée par le PS-VOORUIT), avec 28 votes positifs, 5 votes négatifs et 1 abstention ;*
- 5. Oumar DIALLO (proposé par le PTB), avec 32 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;*
- 6. Chris DEPREDOMME (proposée par le PTB), avec 31 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;*
- 7. Nathalie RASSON (proposée par le PTB), avec 32 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;*

8. Ahmed EL KHANNOUSS (proposé par MAMA), avec 32 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;

Vu la décision du Conseil communal du 24/06/2025 :

Article 1 :

De retirer la désignation de Ayten ONDEROGLU.

Article 2 :

De désigner **au scrutin secret** 2 représentants de l'opposition dont 1 personne du groupe politique MR OPEN VLD et 1 personne du groupe politique TFA à l'Assemblée Générale de l'asbl « VIA », sise rue Kessels 14 Boîte 8 à 1030 Bruxelles:

1. Nicole MONTYOYSI (proposée par le MR OPEN VLD), avec 30 votes positifs, 4 votes négatifs et 1 abstention ;

2. Mohamed ARABI (proposé par TFA), avec 34 votes positifs, 1 votes négatifs et aucune abstention.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ; Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner 7 représentants de la majorité dont 3 personnes du groupe politique PS-VOORUIT et 3 personnes du groupe politique PTB*PVDA et 1 personne du groupe politique MAMA pour l'Assemblée Générale de l'asbl « VIA », sise rue Kessels 14 Boîte 8 à 1030 Bruxelles:

1. Eddy DE WINTER (proposé par le PS-VOORUIT) ;
2. Sarah HOUSNI (proposée par le PS-VOORUIT) ;
3. Paulette PIQUARD (proposée par le PS-VOORUIT) ;
4. Oumar DIALLO (proposé par le PTB) ;
5. Chris DEPREDOMME (proposée par le PTB) ;
6. Nathalie RASSON (proposée par le PTB) ;
7. Ahmed EL KHANNOUSS (proposé par MAMA) ;

Gemeentelijk secretariaat - VIA vzw - Vernieuwing van de mandaten - Nieuwe aanduiding van de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Algemene Vergadering van VIA, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitsstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beraadslaging van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad voortvloeiend uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 werd geïnstalleerd en de Schepenen werden verkozen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in bepaalde organisaties en intercommunales waarvan zij lid is;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst tussen de vzw Via, gevestigd te 1030 Brussel, Kesselsstraat 14 bus 8 - ondernemingsnummer 0632. 613.412 en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Molenbeek, is het noodzakelijk om de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in de Algemene Vergadering van Via, in toepassing van de sleutel van D'Hondt voor de verdeling van de mandaten;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

7 vertegenwoordigers van de meerderheid, waaronder 3 personen van de fractie PS-VOORUIT en 3 personen van de fractie

PTB*PVDA en 1 persoon van de fractie MAMA, te benoemen in de Algemene Vergadering van de VZW "VIA", gevestigd te Kesselsstraat 14 Bus 8, 1030 Brussel:

1. Eddy DE WINTER (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 27 stemmen voor, 6 tegen en 1 onthouding;
2. Ayten ONDEROGLU (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 29 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;
3. Sarah HOUSNI (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 30 stemmen voor, 5 tegen en geen onthoudingen;
4. Paulette PIQUARD (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 28 stemmen voor, 5 tegen en 1 onthouding;
5. Oumar DIALLO (voorgedragen door de PTB), met 32 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;
6. Chris DEPREDOMME (voorgedragen door de PTB), met 31 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;
7. Nathalie RASSON (voorgedragen door het PTB), met 32 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;
8. Ahmed EL KHANNOUSS (voorgedragen door MAMA), met 32 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 24/06/2025 :

Artikel 1 :

De kandidatuur van Ayten ONDEROGLU in te trekken.

Artikel 2 :

Twee vertegenwoordigers van de oppositie, waaronder één van de fractie MR OPEN VLD en één van de fractie TFA, bij geheime stemming benoemen tot lid van de Algemene Vergadering van de vzw "VIA", gevestigd te Kesselsstraat 14, bus 8, 1030 Brussel:

1. Nicole MONTYOISI (voorgedragen door MR OPEN VLD), met 30 stemmen voor, 4 stemmen tegen en 1 onthouding ;
2. Mohamed ARABI (voorgedragen door TFA), met 34 stemmen voor, 1 stemmen tegen en geen onthouding.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming garandeert;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

7 vertegenwoordigers van de meerderheid, waaronder 3 personen van de fractie PS-VOORUIT en 3 personen van de fractie PTB*PVDA en 1 persoon van de fractie MAMA, te benoemen in de Algemene Vergadering van de VZW "VIA", gevestigd te Kesselsstraat 14 Bus 8, 1030 Brussel:

1. Eddy DE WINTER (voorgedragen door de PS-VOORUIT);
2. Sarah HOUSNI (voorgedragen door de PS-VOORUIT) ;
3. Paulette PIQUARD (voorgedragen door de PS-VOORUIT) ;
4. Oumar DIALLO (voorgedragen door de PTB) ;
5. Chris DEPREDOMME (voorgedragen door de PTB) ;
6. Nathalie RASSON (voorgedragen door het PTB) ;
7. Ahmed EL KHANNOUSS (voorgedragen door MAMA) ;

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

10 **Secrétariat communal - Molenbeek Formation asbl - Renouvellement des mandats - Nouvelle désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant que les articles 5 et 6 des statuts de Molenbeek Formation asbl précisent que :

Article 5 : L'association se compose de membres effectifs et de membres adhérents. Seuls les membres effectifs, appelés ci-après « membres », jouissent de la plénitude des droits.

Le nombre de membres effectifs est limité à vingt-cinq et ne pourra être inférieur à dix sans entraîner la dissolution de l'association.

Le nombre de membres adhérents ne pourra pas être supérieur à la moitié du nombre de membres effectifs.

Article 6 : La majorité des membres de l'association sera constituée de mandataires politiques ou de fonctionnaires de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et du C.P.A.S. de Molenbeek désignés à raison de leur mandat ou de leur fonction ;

Considérant que l'article 8 précise que la fin du mandat politique, de la qualité de fonctionnaire entraîne la fin du mandat de membre de l'association pour celui qui a été désigné à ce titre ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner au total 10 représentants, tant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean que du CPAS de Molenbeek au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation;

Considérant que le nombre du Conseil d'administration doit être inférieur au nombre de l'Assemblée générale il y a lieu de désigner pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean un mandataire supplémentaire pour l'Assemblée générale;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030 :

1. Catherine MOUREAUX (proposée par le groupe PS-VOORUIT), avec 27 votes positifs, 10 votes négatifs et aucune abstention ;
2. Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT), avec 35 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;
3. Luz ALVAREZ (proposée par le groupe PS-VOORUIT), avec 29 votes positifs, 6 votes négatifs et 1 abstention ;
4. Rayane TALBI (proposé par le groupe PTB), avec 36 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;
5. Ibrahima BAH (proposée par le groupe PTB), avec 36 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;
6. Maria VINDEVOGHEL (proposée par le groupe PTB), avec 36 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;
7. Taoufik HAMZAOUI (proposé par le groupe MAMA), avec 35 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;

Article 2 :

De désigner Miguel TORRES GARCIA (proposé par le groupe ECOLO GROEN), avec 28 votes positifs, 5 votes négatifs et aucune abstention, en qualité de représentant supplémentaire pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl Formation Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ; Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030 :

1. Catherine MOUREAUX (proposée par le groupe PS-VOORUIT) ;
2. Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT) ;
3. Luz ALVAREZ (proposée par le groupe PS-VOORUIT) ;
4. Rayane TALBI (proposé par le groupe PTB) ;
5. Ibrahima BAH (proposée par le groupe PTB) ;
6. Maria VINDEVOGHEL (proposée par le groupe PTB) ;
7. Taoufik HAMZAOUI (proposé par le groupe MAMA) ;

Article 2 :

De désigner Miguel TORRES GARCIA (proposé par le groupe ECOLO GROEN), en qualité de représentant supplémentaire pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl Formation Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Gemeentelijk Secretariaat - Molenbeek Formation vzw - Vernieuwing van de mandaten - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Overwegende dat de artikels 5 en 6 van de statuten van de vzw Molenbeek Formation bepalen dat:

Artikel 5: De vereniging is samengesteld uit effectieve leden en toetredende leden. Enkel de effectieve leden, hierna genoemd "leden" beschikken over de volledige rechten. Het aantal effectieve leden is beperkt op vijftientig en zal niet minder dan 10 mogen bedragen zonder de ontbinding van de vereniging met zich mee te brengen.

Het aantal toetredende leden mag niet hoger liggen dan de helft van de effectieve leden.

Artikel 6: De meerderheid van de leden van de vereniging zal samengesteld zijn uit politieke mandatarissen of functionarissen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en van het O.C.M.W. van Molenbeek aangesteld ingevolge hun mandaat of hun functie;

Overwegende dat het artikel 8 bepaalt dat het einde van het politiek mandaat, van de hoedanigheid van functionaris, het einde van het mandaat voor het verenigingslid dat aangesteld werd voor deze titel, meebrengt;

Overwegende dat deze mandaten onbezoldigd zijn;

Overwegende dat er in het totaal 10 vertegenwoordigers, zowel van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek als van het OCMW van Molenbeek samen, dienen aangesteld te worden voor de Algemene Vergadering in de vzw Molenbeek Formation;

Overwegende dat het aantal leden van de Raad van Bestuur dient lager te zijn dan het aantal leden van de Algemene Vergadering, dient er voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een supplementaire mandataris aangesteld te worden;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

De vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te stellen voor de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030:

- 1. Catherine MOUREAUX (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 27 stemmen voor, 10 tegen en geen onthoudingen;*
- 2. Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 35 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;*
- 3. Luz ALVAREZ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 29 stemmen voor, 6 tegen en 1 onthouding;*
- 4. Rayane TALBI (voorgedragen door de fractie PTB), met 36 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*
- 5. Ibrahima BAH (voorgedragen door de fractie PTB), met 36 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*
- 6. Maria VINDEVOGHEL (voorgedragen door de fractie PTB), met 36 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*
- 7. Taoufik HAMZAOU (voorgedragen door de fractie MAMA), met 35 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*

Artikel 2 :

Miguel TORRES GARCIA (voorgedragen door de fractie ECOLO GROEN) met 28 stemmen voor, 5 stemmen tegen en geen onthoudingen aan te stellen in de hoedanigheid van supplementaire vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was; Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming garandeert;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

De vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te stellen voor de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030:

1. Catherine MOUREAUX (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;
2. Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;
3. Luz ALVAREZ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;
4. Rayane TALBI (voorgedragen door de fractie PTB) ;
5. Ibrahima BAH (voorgedragen door de fractie PTB) ;
6. Maria VINDEVOGHEL (voorgedragen door de fractie PTB) ;
7. Taoufik HAMZAoui (voorgedragen door de fractie MAMA) ;

Artikel 2 :

Miguel TORRES GARCIA (voorgedragen door de fractie ECOLO GROEN) aan te stellen in de hoedanigheid van supplementaire vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030.

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

11 **Secrétariat communal - Mission Locale de Molenbeek asbl - Renouvellement des mandats - Nouvelle désignation de mandataires pour le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant que les articles 5 et 6 des statuts de Mission Locale de Molenbeek asbl précisent que :

Article 5 : L'association se compose de membres effectifs et de membres adhérents. Seuls les membres effectifs, appelés ci-après « membres », jouissent de la plénitude des droits.

Le nombre de membres effectifs ne pourra être inférieur à dix-neuf.

Le nombre de membres adhérents ne pourra pas être supérieur à la moitié du nombre de membres effectifs.

Article 6 : L'association sera constituée au minimum de 8 mandataires politiques ou de fonctionnaires de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et du C.P.A.S. de Molenbeek désignés à raison de leur mandat ou de leur fonction. Sont membres de droit Monsieur/Madame le/la Bourgmestre de Molenbeek-Saint-jean ainsi que le/la président/e et le/la secrétaire du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 8 précise que la fin du mandat politique, de la qualité de fonctionnaire entraîne la fin du mandat de membre de l'association pour celui qui a été désigné à ce titre ;

Considérant que l'article 14 stipule que l'association est administrée par un conseil d'administration de dix-huit membres minimum avec un minimum de 8 mandataires politiques ou de fonctionnaires de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et du C.P.A.S. de Molenbeek, désignés en raison de leur mandat ou de leur fonction. Sont membres de droit Monsieur/Madame le/la Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean ainsi que le/la président/e et le/la secrétaire du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Considérant que les statuts prévoient que la Commune désigne également au moins 1 mandataire supplémentaire pour l'Assemblée générale ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1:

De désigner les mandataires dont Madame la Bourgmestre, membre de droit, de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour le Conseil d'administration et l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030 :

1. Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, membre de droit ;
2. Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT), avec 35 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;
3. Luz ALVAREZ (proposée par le groupe PS-VOORUIT), avec 27 votes positifs, 8 votes négatifs et 1 abstention ;
4. Rayane TALBI (proposé par le groupe PTB), avec 33 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;
5. Maria VINDEVOGHEL (proposée par le groupe PTB), avec 32 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;
6. Taoufik HAMZAOUI (proposé par le groupe MAMA), avec 34 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;

Article 2:

De désigner Jamel AZAOUM (indépendant), avec 32 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention en qualité de représentant supplémentaire pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;
Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner les mandataires dont Madame la Bourgmestre, membre de droit, de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour le Conseil d'administration et l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030 :

1. Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, membre de droit ;
2. Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT), ;
3. Luz ALVAREZ (proposée par le groupe PS-VOORUIT) ;
4. Rayane TALBI (proposé par le groupe PTB) ;
5. Maria VINDEVOGHEL (proposée par le groupe PTB) ;
6. Taoufik HAMZAOUI (proposé par le groupe MAMA) ;

Article 2 :

De désigner Jamel AZAOUM (indépendant), en qualité de représentant supplémentaire pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Gemeentelijk Secretariaat - Lokale Missie Molenbeek vzw - Vernieuwing van de mandaten - Nieuwe aanstelling van de mandatarissen voor de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitsstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Overwegende dat de artikels 5 en 6 van de statuten van de vzw Lokale Missie Molenbeek bepalen dat:

Artikel 5: De vereniging is samengesteld uit effectieve leden en toetredende leden. Enkel de effectieve leden, hierna genoemd "leden" beschikken over de volledige rechten. Het aantal effectieve leden mag niet minder zijn dan negentien.

Het aantal toetredende leden mag niet hoger liggen dan de helft van de effectieve leden.

Artikel 6: De vereniging zal samengesteld zijn uit minimum 8 politieke mandatarissen of functionarissen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en van het O.C.M.W. van Molenbeek aangesteld ingevolge hun mandaat of hun functie. Zijn lid van

rechtswege Mijnheer/Mevrouw de Burgemeester van Sint-Jans-Molenbeek alsook de president en de secretaris van het O.C.M.W van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het artikel 8 bepaalt dat het einde van het politiek mandaat, van de hoedanigheid van functionaris, het einde van het mandaat voor het verenigingslid dat aangesteld werd voor deze titel, meebrengt;

Overwegende dat artikel 14 bepaalt dat de vereniging beheerd wordt door een Raad van Bestuur bestaande uit minimum achttien leden waarvan minimum 8 politieke mandatarissen of functionarissen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en van het O.C.M.W. van Molenbeek, aangesteld volgens hun mandaat of hun functie. Zijn lid van rechtswege Mijnheer/Mevrouw de Burgemeester van Sint-Jans-Molenbeek alsook de president en de secretaris van het O.C.M.W van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat deze mandaten onbezoldigd zijn;

Gezien dat volgens de statuten de Gemeente tevens minstens 1 bijkomende mandataris dient aan te stellen voor de Algemene Vergadering;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

De mandatarissen waaronder Mevrouw de Burgemeester, lid van rechtswege, aan te stellen voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030:

1. Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, lid van rechtswege ;

2. Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 35 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;

3. Luz ALVAREZ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 27 stemmen voor, 8 tegen en 1 onthouding;

4. Rayane TALBI (voorgedragen door de fractie PTB), met 33 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;

5. Maria VINDEVOGHEL (voorgedragen door de fractie PTB), met 32 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;

6. Taoufik HAMZAOUI (voorgedragen door de fractie MAMA), met 34 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;

Artikel 2 :

Jamel AZAOUM (onafhankelijk) met 32 stemmen voor, 3 stem tegen en geen onthouding aan te stellen in de hoedanigheid van supplementaire vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

De mandatarissen waaronder Mevrouw de Burgemeester, lid van rechtswege, aan te stellen voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030:

1. Mevrouw Catherine MOUREAUX, Burgemeester, lid van rechtswege ;

2. Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;

3. Luz ALVAREZ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;

4. Rayane TALBI (voorgedragen door de fractie PTB) ;

5. Maria VINDEVOGHEL (voorgedragen door de fractie PTB) ;

6. Taoufik HAMZAOUI (voorgedragen door de fractie MAMA) ;

Artikel 2 :

Jamel AZAOUM (onafhankelijk) aan te stellen in de hoedanigheid van supplementaire vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2024-2030.

1 annexe / 1 bijlage

Arrêté ministériel d'annulation du 30.06.2025.pdf

30/06/2025 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil communal issu des élections du 13 octobre 2024 ;

Sur proposition du Collège échevinal en date du 10 avril 2025 ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner

- *Catherine MOUREAUX, avec 26 votes positifs, 12 votes négatifs et aucune abstention ;*
- *Amet GJANAJ, avec 34 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;*
- *Mustafa IDRISSE, avec 29 votes positifs, 5 votes négatifs et aucune abstention ;*

en qualité d'administrateurs du Centre d'entreprise pour un mandat de 4 ans, avec effet immédiat.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner

- Catherine MOUREAUX ;
- Amet GJANAJ ;
- Mustafa IDRISSE ;

en qualité d'administrateurs du Centre d'entreprise pour un mandat de 4 ans, avec effet immédiat.

Gemeentelijk secretariaat - Nieuwe toewijzing van de mandaten "le Centre d'entreprise" van Sint-Jans-Molenbeek - Legislatuur 2024-2030, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de Gemeenteraad ten gevolge van de verkiezingen van 13 oktober 2024;

Op voorstel van het Schepencollege in zijn zitting van 10 april 2025 ;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

- *Catherine MOUREAUX, met 26 stemmen voor, 12 tegen en geen onthoudingen;*
- *Amet GJANAJ, met 34 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;*
- *Mustafa IDRISSE, met 29 stemmen voor, 5 tegen en geen onthoudingen;*

aan te duiden in de hoedanigheid van bestuurder van "le Centre d'entreprise" voor een mandaat van 4 jaar, met onmiddellijke ingang.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

- Catherine MOUREAUX ;
- Amet GJANAJ ;
- Mustafa IDRISSE ;

aan te duiden in de hoedanigheid van bestuurder van "le Centre d'entreprise" voor een mandaat van 4 jaar, met onmiddellijke ingang.

13 **Secrétariat communal - MOLENIUM asbl - Renouvellement des mandats - Nouvelle désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de MOLENIUM asbl, sise rue du Comte de Flandre 20 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024 - 2030 ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

Sont élus en qualité de nouveaux représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl MOLENIUM, sise rue du Comte de Flandre 20 à 1080 Bruxelles pour la législature 2018-2024, les personnes suivantes :

- Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT), avec 36 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;

- Abderrachid AZDAD (proposé par le groupe PS-VOORUIT), avec 34 votes positifs 4 votes négatifs et 1 abstention ;

- Mohammed EL BOUZIDI (proposé par le groupe PTB), avec 36 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

Sont élus en qualité de nouveaux représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl MOLENIUM, sise rue du Comte de

Flandre 20 à 1080 Bruxelles pour la législature 2018-2024, les personnes suivantes :

- Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT) ;
- Abderrachid AZDAD (proposé par le groupe PS-VOORUIT) ;
- Mohammed EL BOUZIDI (proposé par le groupe PTB).

Gemeentelijk Secretariaat - MOLENIUM vzw - Vernieuwing mandaten - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering en de Bestuursraad, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Overwegende dat de vertegenwoordigers voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden voor de Algemene Vergadering en de Bestuursraad van de vzw MOLENIUM, gevestigd in de Graaf van Vlaanderenstraat 20 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2024-2030;

Overwegende dat deze mandaten onbezoldigd zijn;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Zijn verkozen in de hoedanigheid van de nieuwe vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Bestuursraad en de Algemene Vergadering van de vzw MOLENIUM, Graaf van Vlaanderenstraat 20 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2018-2024, de volgende personen :

- Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 36 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;*
- Abderrachid AZDAD (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 34 stemmen voor, 4 tegen en 1 onthouding;*
- Mohammed EL BOUZIDI (voorgedragen door de fractie PTB), met 36 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen.*

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Zijn verkozen in de hoedanigheid van de nieuwe vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Bestuursraad en de Algemene Vergadering van de vzw MOLENIUM, Graaf van Vlaanderenstraat 20 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2018-2024, de volgende personen :

- Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;*
- Abderrachid AZDAD (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) ;*
- Mohammed EL BOUZIDI (voorgedragen door de fractie PTB).*

14 Secrétariat communal - Le Holding communal S.A. en liquidation - Nouvelle désignation du représentant de la commune aux assemblées générales, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Abdelkarim Haouari - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué de la commune pour assister aux Assemblées générales du Holding communal en liquidation ;

Considérant que celui-ci doit avoir la qualité de Bourgmestre, Échevin ou Conseiller communal ;

Considérant qu'il s'indique d'y envoyer l'Échevin ayant les finances dans ses attributions ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Monsieur Abdelkarim HAOUARI, Échevin des Finances, avec 36 votes positifs, 1 vote négatif et 1 abstention comme délégué pour représenter la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées générales du Holding communal en liquidation, et prendre part à tous les votes et délibérations, approuver, rejeter ou s'abstenir au sujet de toute proposition relative à l'ordre du jour, signer tous les actes, pièces, procès-verbaux, liste de présence et de façon générale faire le nécessaire et d'envoyer une procuration.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Monsieur Abdelkarim HAOUARI, Échevin des Finances, comme délégué pour représenter la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées générales du Holding communal en liquidation, et prendre part à tous les votes et délibérations, approuver, rejeter ou s'abstenir au sujet de toute proposition relative à l'ordre du jour, signer tous les actes, pièces, procès-verbaux, liste de présence et de façon générale faire le nécessaire et d'envoyer une procuration.

Gemeentelijk secretariaat - Gemeentelijk Holding in vereffening - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordiger van de gemeente op algemene vergaderingen, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Abdelkarim Haouari - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Overwegende dat het noodzakelijk is een afgevaardigde van de gemeente aan te wijzen om de algemene vergaderingen van de gemeentelijke holding in vereffening bij te wonen;

Overwegende dat deze laatsten de hoedanigheid van burgemeester, schepen of gemeenteraadslid moeten hebben;

Overwegende dat het raadzaam is de wethouder te sturen met de financiën die hij in zijn macht heeft;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enkel artikel :

De heer Abdelkarim HAOUARI, schepen van Financiën, aan te stellen met 36 stemmen voor, 1 stem tegen en 1 onthouding tot afgevaardigde om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de algemene vergaderingen van de gemeentelijke holding in vereffening, en deel te nemen aan alle stemmingen en beraadslagingen, elk voorstel met betrekking tot de agenda goed te keuren, te verwerpen of zich ervan te onthouden, alle akten, documenten, notulen en aanwezigheidslijsten te ondertekenen en in het algemeen het nodige te doen en een volmacht te sturen.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enkel artikel :

De heer Abdelkarim HAOUARI, schepen van Financiën, aan te stellen tot afgevaardigde om de

gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de algemene vergaderingen van de gemeentelijke holding in vereffening, en deel te nemen aan alle stemmingen en beraadslagingen, elk voorstel met betrekking tot de agenda goed te keuren, te verwerpen of zich ervan te onthouden, alle akten, documenten, notulen en aanwezigheidslijsten te ondertekenen en in het algemeen het nodige te doen en een volmacht te sturen.

15 **Secrétariat communal - Intercommunale d'Inhumation s.c.r.l. - Renouvellement des mandats Législature 2024-2030 - Représentation des candidats suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant que les administrateurs et délégués de l'Intercommunale d'Inhumation bénéficient d'un jeton de présence ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner avec 36 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention Taoufik Hamzaoui à la fonction de délégué au sein de l'Assemblée Générale et à la fonction d'administrateur de l'Intercommunale d'Inhumation s.c.r.l., sise à 1140 Bruxelles, rue d'Evere 4.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Taoufik Hamzaoui à la fonction de délégué au sein de l'Assemblée Générale et à la fonction d'administrateur de l'Intercommunale d'Inhumation s.c.r.l., sise à 1140 Bruxelles, rue d'Evere 4.

Gemeentelijk secretariaat - Intercommunale voor Teraardebestelling c.v.b.a. - Vernieuwing van de mandaten - Legislatuur 2024-2030 - Weergave van de kandidaten na het ministerieel besluit tot annulering van 30/06/2025 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Overwegende dat de bestuurders en de afgevaardigden van de Intercommunale voor Teraardebestelling c.v.b.a. genieten van een presentiegeld ;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Taoufik Hamzaoui aan te stellen met 36 stemmen voor, 3 tegen en geen onthouding voor de functie van afgevaardigde voor de Algemene Vergadering en voor de functie van bestuurder van de Intercommunale voor Teraardebestelling c.v.b.a., gevestigd te

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;
Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Taoufik Hamzaoui aan te stellen voor de functie van afgevaardigde voor de Algemene Vergadering en voor de functie van bestuurder van de Intercommunale voor Teraardebestelling c.v.b.a., gevestigd te 1140 Brussel, Everestraat 4.

16 **Secrétariat communal - IRISteam asbl - Nouvelle désignation d'un représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'asbl IRISteam ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Madame Josiane DOSTIE, Échevine en charge de l'informatique, avec 36 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention, comme représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl IRISteam, sise IRIS Tower, Place Saint-Lazare, 2 à 1210 Bruxelles, pour la législature 2024-2030.

Article 2 :

De désigner Monsieur Yassine AKKI, Conseiller communal, avec 37 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention, comme candidat de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'asbl IRISteam, sise IRIS Tower, Place Saint-Lazare, 2 à 1210 Bruxelles, pour la législature 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Madame Josiane DOSTIE, Échevine en charge de l'informatique, comme représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl IRISteam, sise IRIS Tower, Place Saint-Lazare, 2 à 1210 Bruxelles, pour la législature 2024-2030.

Article 2 :

De désigner Monsieur Yassine AKKI, Conseiller communal, comme candidat de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'asbl IRISteam, sise IRIS Tower, Place Saint-Lazare, 2 à 1210 Bruxelles, pour la législature 2024-2030.

Gemeentelijk Secretariaat - IRISteam vzw - Nieuwe aanstelling van een vertegenwoordiger van

de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene vergadering en in de Raad van bestuur, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op het besluit van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad voortvloeiend uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 werd geïnstalleerd en de Schepenen werden verkozen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in bepaalde organen en intercommunale organisaties waarvan zij lid is;

Overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek moet worden benoemd in de Algemene Vergadering en de Raad van Bestuur van de vzw IRISteam;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

Mevrouw Josiane DOSTIE, Schepen belast met informatica, met 36 stemmen voor, 2 tegen en geen onthouding te benoemen tot vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van het IRISteam vzw, gevestigd in de IRIS-toren, Sint-Lazareplein 2, 1210 Brussel, voor de legislatuur 2024-2030.

Artikel 2 :

Yassine AKKI, Gemeenteraadslid, met 37 stemmen voor, 1 tegen en geen onthouding voor te dragen als kandidaat van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de functie van bestuurder in de Raad van Bestuur van IRISteam vzw, gevestigd te IRIS Tower, Sint-Laasplein, 2, 1210 Brussel, voor de legislatuur 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Artikel 1 :

Mevrouw Josiane DOSTIE, Schepen belast met informatica, te benoemen tot vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van het IRISteam vzw, gevestigd in de IRIS-toren, Sint-Lazareplein 2, 1210 Brussel, voor de legislatuur 2024-2030.

Artikel 2 :

Yassine AKKI, Gemeenteraadslid, voor te dragen als kandidaat van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de functie van bestuurder in de Raad van Bestuur van IRISteam vzw, gevestigd te IRIS Tower, Sint-Laasplein, 2, 1210 Brussel, voor de legislatuur 2024-2030.

17 Secrétariat communal - IRISnet - Nouvelle désignation du représentant de la commune aux AG, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la délibération du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Madame Josiane DOSTIE, Échevine en charge de l'Informatique, avec 33 votes positifs, 1 vote négatif et 1 abstention, comme déléguée pour représenter la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées générales de la SCRL IRISnet, de prendre part à toutes les délibérations et de voter au nom du soussigné toutes les décisions se rattachant aux ordres du jour pré-indiqués, et à leurs effets, d'approuver, substituer et signer tous les procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;
Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner Madame Josiane DOSTIE, Échevine en charge de l'Informatique, comme déléguée pour représenter la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées générales de la SCRL IRISnet, de prendre part à toutes les délibérations et de voter au nom du soussigné toutes les décisions se rattachant aux ordres du jour pré-indiqués, et à leurs effets, d'approuver, substituer et signer tous les procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Gemeentelijk secretariaat - SCRL IRISnet - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordiger van de gemeente op de jaarlijkse algemene vergaderingen, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beraadslaging van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad die het resultaat is van de verkiezingen van 13 oktober 2024 werd geïnstalleerd en de Schepenen werden verkozen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in bepaalde organen en intercommunale organisaties waarvan ze lid is;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Mevrouw Josiane DOSTIE, Schepen belast met informatica, met 33 stemmen voor, 1 tegen en 1 onthouding, aan te stellen als afgevaardigde om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de Algemene Vergaderingen van de CVBA IRISnet, deel te nemen aan alle beraadslagingen en te stemmen in naam van ondergetekende over alle beslissingen met betrekking tot voornoemde agenda's en hun gevolgen, alle notulen goed te keuren, te vervangen en te ondertekenen en in het algemeen alles te doen wat nodig of nuttig zal zijn voor de uitvoering van dit mandaat, met de belofte van bekrachtiging indien nodig.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

Mevrouw Josiane DOSTIE, Schepen belast met informatica, aan te stellen als afgevaardigde om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te vertegenwoordigen op de Algemene Vergaderingen van de CVBA IRISnet, deel te nemen aan alle beraadslagingen en te stemmen in naam van ondergetekende over alle beslissingen met betrekking tot voornoemde agenda's en hun gevolgen, alle notulen goed te keuren, te vervangen en te ondertekenen en in het algemeen alles te doen wat nodig of nuttig zal zijn voor de uitvoering van dit mandaat, met de belofte van bekrachtiging indien nodig.

18 **Secrétariat communal - DECROLY - Nouvelle désignation des représentants politiques à l'AG et au CA, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean s'est engagée, solidairement avec les communes de Forest et Saint Gilles, à assurer la reprise de l'Institut Decroly à dater du 1er février 1994 ;

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean procède à la constitution d'une asbl « Institut Decroly » ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, modifié par celui du 18 novembre 1999 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les Statuts de l'asbl, notamment l'article 26 :

« L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de douze administrateurs, désignés par l'Assemblée générale sur la base de leur expertise dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion d'une association sans but lucratif. Les Échevins de l'enseignement des membres sont, « qualitate qua », administrateurs.

Chaque Conseil communal propose, à l'Assemblée générale, 3 administrateurs autres que l'Echevin de l'enseignement.

Les personnes ayant la direction des établissements dont l'association est le pouvoir organisateur et les personnes ayant la direction des autres services créés et/ou gérés par l'association peuvent être invitées si l'ordre du jour rend leur présence souhaitable. Néanmoins, le Conseil d'administration se réserve toujours la possibilité de se réunir en dehors de la présence de ces personnes.

Conseil Communal - 28.09.2016 - Extrait du dossier 30601 1/3 #012/28.09.2016/A/0005#

Ils sont nommés pour un terme de six ans. Ils sont en tout temps révocables par l'Assemblée générale. Le mandat d'administrateur prend immédiatement fin après la première Assemblée générale qui suit le renouvellement des Conseils communaux ou lorsque la personne concernée ne dispose plus de la qualité en vertu de laquelle elle était habilitée à la représenter. »

Considérant que les statuts de l'asbl prévoient que la nomination des administrateurs et des administrateurs suppléants est décidée par l'Assemblée générale, sur proposition de chacun des Conseils communaux ;

Considérant que les statuts de l'asbl prévoient que les administrateurs et les administrateurs suppléants sont nommés sur la base de leur expertise dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion d'une association sans but lucratif ;

Considérant que parmi les quatre administrateurs que la Commune peut proposer l'Echevine de l'enseignement, Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, est de plein droit administratrice ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer trois autres administrateurs.

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Josiane DOSTIE, échevine, pour représenter l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly », par 29 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;

Article 2 :

De désigner Yassine AKKI, Conseiller communal, pour représenter l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly », par 32 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention.

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et aux services intéressés de la Communauté française (enseignement spécial et Commission communautaire française) pour notification.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article 1 :

De désigner Josiane DOSTIE, échevine, pour représenter l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly » ;

Article 2 :

De désigner Yassine AKKI, Conseiller communal, pour représenter l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly ».

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et aux services intéressés de la Communauté française (enseignement spécial et Commission communautaire française) pour notification.

Gemeentelijk secretariaat - DECROLY - Nieuwe aanstelling van de politieke vertegenwoordigers bij AV en RB, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

19 Secrétariat communal - Centre Communautaire Maritime asbl - Renouvellement mandats - Nouvelle désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale du Centre Communautaire Maritime (CCM) asbl sise rue Vandenboogaerde 93 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024 – 2030 ;

Considérant que l'article 13 des statuts de l'association précise que l'Assemblée générale est composée de tous les membres effectifs du Conseil d'administration plus 12 personnes minimum dont 1/3 de représentants communaux et que les représentants communaux sont désignés par le Conseil Communal ;

Considérant que l'article 21 des statuts précise que l'association est administrée par un Conseil d'administration de 18 administrateurs et que le Conseil est présidé de droit par le membre du Collège chargé du Centre Communautaire Maritime ;

Considérant que l'article 22 des statuts précise que le Conseil d'administration est composé de 18 personnes sur une base de tripartite dont 6 représentants de l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean comprenant 3 représentants du pouvoir politique dont le membre du Collège chargé de droit du Centre Communautaire Maritime et de 3 fonctionnaires communaux ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner en son sein comme nouveaux membres de l'Assemblée générale de l'asbl

Centre Communautaire Maritime (CCM) asbl sise rue Vandenboogaerde 93 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024 - 2030 les personnes suivantes :

- Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT) par 28 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;*
- Aicha ASSOULFI (proposé par le groupe PS-VOORUIT) par 29 votes positifs, 2 votes négatifs et 1 abstention ;*
- Einat TUCHMAN (proposé par le groupe PTB) par 30 votes positifs, aucun vote négatif et 1 abstention ;*
- Oumar DIALLO (proposé par le groupe PTB) par 31 votes positifs, aucun vote négatif et aucune abstention ;*
- Mohamed EL HAMOUTI (proposé par le groupe MAMA) par 30 votes positifs, aucun vote négatif et aucune abstention ;*
- Nicole MONTOISY (proposée par le groupe MR-OPEN VLD) par 23 votes positifs, 10 votes négatifs et 1 abstention ;*
- Mohamed BENCHICKH (proposé par le groupe TFA) par 22 votes positifs, 13 votes négatifs et aucune abstention.*

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner en son sein comme nouveaux membres de l'Assemblée générale de l'asbl

Centre Communautaire Maritime (CCM) asbl sise rue Vandenboogaerde 93 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024 - 2030 les personnes suivantes :

- Amet GJANAJ (proposé par le groupe PS-VOORUIT) ;*
- Aicha ASSOULFI (proposé par le groupe PS-VOORUIT) ;*
- Einat TUCHMAN (proposé par le groupe PTB) ;*

- Oumar DIALLO (proposé par le groupe PTB) ;
- Mohamed EL HAMOUTI (proposé par le groupe MAMA) ;
- Nicole MONTOISY (proposée par le groupe MR-OPEN VLD) ;
- Mohamed BENCHICKH (proposé par le groupe TFA).

Gemeentelijk secretariaat - Het Gemeenschapscentrum Maritiem vzw - Vernieuwing mandaten - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden in de Algemene Vergadering van het Gemeenschapscentrum Maritiem (GCM) vzw gevestigd in de Vandenboogaerdestraat 93 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2024 - 2030 ;

Overwegende dat het artikel 13 van de statuten van de vereniging bepaalt dat de Algemene Vergadering samengesteld is uit alle effectieve leden van de Bestuursraad plus 12 personen minimum waaronder 1/3 gemeentelijke vertegenwoordigers en dat de vertegenwoordigers aangesteld worden door de Gemeenteraad ;

Overwegende dat het artikel 21 van de statuten bepaalt dat de vereniging bestuurd wordt door een Bestuursraad bestaande uit 18 bestuurders en dat de Raad voorgezeten wordt van rechtswege door het lid van het College dat bevoegd is voor het Gemeenschapscentrum Maritiem ;

Overwegende dat het artikel 22 van de statuten bepaalt dat de Raad van Bestuur samengesteld is uit 18 personen op een driedelige basis waarvan 6 vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek waaronder 3 politieke vertegenwoordigers waaronder het Collegelid dat van rechtswege bevoegd is voor het Gemeenschapscentrum Maritiem en 3 gemeentelijke functionarissen;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

De volgende personen aan te stellen als de nieuwe leden van de Algemene Vergadering van het Gemeenschapscentrum Maritiem (GCM) vzw, gevestigd in de Vandenboogaerdestraat 93 te 1080 Bruxelles voor de legislatuur 2024 - 2030 :

- *Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) met 28 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;*
- *Aicha ASSOUFI (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT) met 29 stemmen voor, 2 tegen en 1 onthouding;*
- *Einat TUCHMAN (voorgedragen door de fractie PTB) met 30 stemmen voor, geen stemmen tegen en 1 onthouding;*
- *Oumar DIALLO (voorgedragen door de fractie PTB) met 31 stemmen voor, geen stemmen tegen en geen onthoudingen;*
- *Mohamed EL HAMOUTI (voorgedragen door de fractie MAMA) met 30 stemmen voor, geen tegen en geen onthoudingen;*
- *Nicole MONTOISY (voorgedragen door de fractie MR-OPEN VLD) met 23 stemmen voor, 10 tegen en 1 onthouding;*
- *Mohamed BENCHICKH (voorgedragen door de fractie TFA) met 22 stemmen voor, 13 tegen en geen onthoudingen.*

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

De volgende personen aan te stellen als de nieuwe leden van de Algemene Vergadering van het Gemeenschapscentrum Maritiem (GCM) vzw, gevestigd in de Vandenboogaerdestraat 93 te 1080 Bruxelles voor de legislatuur 2024 - 2030 :

- *Amet GJANAJ (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT);*
- *Aicha ASSOUFI (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT);*
- *Einat TUCHMAN (voorgedragen door de fractie PTB);*

- Oumar DIALLO (voorgedragen door de fractie PTB) ;
- Mohamed EL HAMOUTI (voorgedragen door de fractie MAMA) ;
- Nicole MONTOISY (voorgedragen door de fractie MR-OPEN VLD) ;
- Mohamed BENCHICKH (voorgedragen door de fractie TFA).

20 **Secrétariat communal - Epicerie sociale AMPHORA asbl - Nouvelle désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale, suite à l'arrêté ministériel d'annulation du 30/06/2025 - Législature 2024-2030 - Report du 27/08/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23/04/2025 :

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'épicerie sociale Amphora asbl Boulevard du Jubilé 42 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024 - 2030 ;

Considérant que l'article 9 des statuts de l'association précise que le mandat des membres prend fin automatiquement au moment de l'installation du nouveau conseil communal ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Vu que l'article 7 des statuts modifiés stipule que de minimum 1 et de maximum 2 représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean sont d'office membres effectifs de l'association et que les membres effectifs peuvent être des personnes physiques ou morales, actives ou intéressées dans le cadre de l'objet social;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner

- *Nouhaila EL AKROUCH (proposée par le groupe PS-VOORUIT), avec 30 votes positifs, 2 votes négatifs et 1 abstention;*
- *Wafa CHELH (proposée par le groupe PTB), avec 31 votes positifs, 4 votes négatifs et aucune abstention.*

en qualité de représentantes de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'épicerie sociale AMPHORA asbl, sise Boulevard du Jubilé 42 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Vu l'arrêté ministériel d'annulation du 30 juin 2025 motivé par l'absence de cache sur le boîtier électronique de vote qui ne garantissait pas le caractère secret du scrutin ;

Considérant que tous les boîtiers de vote sont désormais munis d'un cache garantissant le caractère secret du scrutin ;

DÉCIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

De désigner

- *Nouhaila EL AKROUCH (proposée par le groupe PS-VOORUIT);*
- *Wafa CHELH (proposée par le groupe PTB).*

en qualité de représentantes de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'épicerie sociale AMPHORA asbl, sise Boulevard du Jubilé 42 à 1080 Bruxelles pour la législature 2024-2030.

Gemeentelijk secretariaat - Sociale kruidenierswinkel AMPHORA vzw - Nieuwe aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering, naar aanleiding van het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30/06/2025 - Legislatuur 2024-2030 - Uitstel van 27/08/2025.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/04/2025 :

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Overwegende dat de vertegenwoordiger voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dient aangesteld te worden voor de Algemene Vergadering van de sociale kruidenierswinkel Amphora vzw, Jubelfeestlaan 42 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2024-2030;

Overwegend dat het artikel 9 van de statuten van de vereniging bepaalt dat het mandaat van de leden automatisch eindigt op het ogenblik van de installatie van de nieuwe gemeenteraad;

Overwegende dat deze mandaten onbezoldigd zijn;

Gezien het artikel 7 van de gewijzigde statuten stipuleert dat minimum 1 en maximum 2 vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek effectief lid zijn van de vereniging en dat de effectieve leden natuurlijke personen of rechtspersonen mogen zijn, actief of geïnteresseerd in het kader van het sociaal doel:

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

- *Nouhaila EL AKROUCH (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT), met 30 stemmen voor, 2 tegen en 1 onthouding;*
- *Wafa CHELH (voorgedragen door de fractie PTB), met 31 stemmen voor, 4 tegen en geen onthouding.*

aan te stellen als vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de sociale kruidenierswinkel AMPHORA vzw gelegen in de Jubelfeestlaan 42 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2024-2030.

Gezien het ministerieel besluit tot nietigverklaring van 30 juni 2025, gemotiveerd door het ontbreken van een afdekking op de elektronische stembus, waardoor het geheime karakter van de stemming niet gewaarborgd was;

Overwegende dat alle stembussen voortaan zijn voorzien van een afdekking die het geheime karakter van de stemming waarborgt;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

- Nouhaila EL AKROUCH (voorgedragen door de fractie PS-VOORUIT);
- Wafa CHELH (voorgedragen door de fractie PTB).

aan te stellen als vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de sociale kruidenierswinkel AMPHORA vzw gelegen in de Jubelfeestlaan 42 te 1080 Brussel voor de legislatuur 2024-2030.

21 Secrétariat communal - Les Cuisines Bruxelloises - Assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2025 - Modification des statuts et adhésion du CPAS d'Auderghem.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean du 18/12/2019 demandant d'adhérer à l'association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises" ;

Vu la décision du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean du 17/06/2020 désignant Rachid Azdad en qualité de membre et administrateur de l'association Les Cuisines Bruxelloises ;
Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'association de droit public Les Cuisines Bruxelloises fixée au 29 septembre 2025 à 17h00 au cours de laquelle les membres seront appelés à approuver les modifications statutaires et l'adhésion du CPAS d'Auderghem à l'association Les Cuisines Bruxelloises ;

DECIDE :

Article unique :

De donner mandat à Monsieur Rachid Azdad, représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean auprès de l'association Les Cuisines Bruxelloises, pour approuver le PV de l'assemblée générale du 25 juin 2025, les modifications statutaires de l'association Les Cuisines Bruxelloises, l'adhésion du CPAS d'Auderghem à l'association Les Cuisines Bruxelloises et la composition de l'assemblée générale et du Conseil d'Administration, lors de l'assemblée générale extraordinaire de l'association de droit public Les Cuisines Bruxelloises fixée au 29 septembre 2025.

La présente décision sera communiquée à l'association Les Cuisines Bruxelloises.

Gemeentesecretariaat - De Brusselse keukens - Buitengewone algemene vergadering van 29 september 2025 - Wijziging van de statuten en toetreding van het OCMW van Oudergem.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek van 18/12/2019 om toe te treden tot de publiekrechtelijke vereniging "De Brusselse Keukens";

Gezien het besluit van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek van 17/06/2020 waarbij Rachid Azdad wordt aangesteld als lid en bestuurder van de vereniging de Brusselse Keukens;

Gezien de buitengewone algemene vergadering van de publiekrechtelijke vereniging de Brusselse Keukens, gepland op 29 september 2025 om 17.00 uur, tijdens welke de leden zullen worden gevraagd om de statutenwijzigingen en de toetreding van het OCMW van Oudergem tot de vereniging de Brusselse Keukens goed te keuren;

BESLUIT :

Enig artikel:

Machtiging te verlenen aan de heer Rachid Azdad, vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bij de vereniging de Brusselse Keukens, om het proces-verbaal van de algemene vergadering van 25 juni 2025 goed te keuren, de statutenwijzigingen van de vereniging de Brusselse Keukens, het lidmaatschap van het OCMW van Oudergem van de vereniging de Brusselse Keukens en de samenstelling van de algemene vergadering en de raad van bestuur, tijdens de buitengewone algemene vergadering van de publiekrechtelijke vereniging de Brusselse Keukens op 29 september 2025.

Dit besluit zal worden meegedeeld aan de vereniging De Brusselse Keukens.

1 annexe / 1 bijlage

2025_09_29_AG_02_Courrier aux associés_Commune Molenbeek-Saint-Jean.pdf

22 **RH - Règlement de travail - Horaires de travail - Personnel ouvrier d'entretien - Service des sports.**

LE CONSEIL,

Vu le transfert à la date du 07/06/2021, des travailleurs de l'asbl Molenbeek Sport vers l'administration communale;

Considérant qu'il s'avère que les horaires de travail en vigueur pour le personnel d'entretien ne correspondent pas actuellement aux prestations d'un agent à temps plein 38h/38es temps;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de les refixer et ajouter au Règlement de travail communal;
Sur proposition de Madame B. Kenene, responsable ff du service des sports ;

DECIDE :

Article unique :

de proposer au comité de négociation et au Conseil communal, de modifier le Règlement de travail et de compléter les horaires du personnel d'entretien à temps plein au sein du service des Sports, comme suit :

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>MARDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>7H00 – 12H30</u>	
<u>SAMEDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>MARDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>SAMEDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>DIMANCHE</u>	<u>7H00 – 13H30</u>	<u>10H00 -10H30</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>DIMANCHE</u>	<u>7H00 – 13H30</u>	<u>10H00 -10H30</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>7H00 – 15H00</u>	<u>11H00 -11H30</u>
<u>MARDI</u>	<u>7H00 – 15H00</u>	<u>11H00 -11H30</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>7H00 – 15H00</u>	<u>11H00 -11H30</u>
<u>JEUDI</u>	<u>7H00 – 15H00</u>	<u>11H00 -11H30</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>7H00 – 15H00</u>	<u>11H00 -11H30</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>MARDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>7H00 – 14H00</u>	<u>10H15-10H45</u>
<u>DIMANCHE</u>	<u>7H00 – 13H30</u>	<u>10H00 -10H30</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
-------------	----------------	--------------

<u>LUNDI</u>	<u>14H30 -20H00</u>	-
<u>MARDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>SAMEDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>MARDI</u>	<u>13H00- 20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>13H30- 20H00</u>	<u>16H00 -16H30</u>
<u>JEUDI</u>	<u>13H00- 20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>13H00- 20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>DIMANCHE</u>	<u>13H00- 20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>7H00- 14H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>MARDI</u>	<u>7H00- 14H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>13H30-20H00</u>	<u>16H00 -16H30</u>
<u>JEUDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>DIMANCHE</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>MARDI</u>	<u>14H30-20H00</u>	-
<u>MERCREDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>SAMEDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>MERCREDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>JEUDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>SAMEDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>
<u>DIMANCHE</u>	<u>13H30-20H00</u>	<u>16H45 -17H45</u>

<u>jour</u>	<u>Horaire</u>	<u>Pause</u>
<u>LUNDI</u>	<u>15H00-22H00</u>	<u>18H15-18H45</u>
<u>MARDI</u>	<u>16H30-22H00</u>	-
<u>MERCREDI</u>	<u>15H30-22H30</u>	<u>18H45-19H15</u>
<u>JEUDI</u>	<u>15H30-22H30</u>	<u>18H45-19H15</u>
<u>VENDREDI</u>	<u>15H00-22H00</u>	<u>18H15-18H45</u>
<u>SAMEDI</u>	<u>13H00-20H00</u>	<u>16H15-16H45</u>

Pendant la fermeture de la piscine durant les deux semaines de vacances d'hiver, l'horaire à prester sera du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h à 15h

23 Logements temporaires - Transit - Approbation du nouveau contrat-cadre entre l'administration communale et la M.A.I.S asbl.

LE CONSEIL,

Considérant sa décision du 24 septembre 2013 de transférer la gestion locative des logements de transit communaux à la M.A.I.S asbl ;

Considérant que la M.A.I.S a l'obligation de se conformer aux prescrits de l'arrêté encadrant les agences immobilières sociales (A.I.S.) ;

Considérant que les loyers versés, par la M.A.I.S à l'administration communale doivent correspondre à la grille des barèmes A.I.S ;

Considérant que l'administration a négocié une révision de ses indemnités perçues ;

Considérant qu'elle propose à la M.A.I.S asbl 5 logements supplémentaires afin de répondre à un projet venant en aide aux victimes de violences intrafamiliales ;

Considérant que ces 5 logements permettront de réduire le vide locatif présent aux Propriétés communales ;

Considérant que ces 5 logements doivent être rafraichis ;

Considérant que l'administration et la M.A.I.S asbl négocient pour le rafraichissement des 5 logements du projet ;

Considérant que le vide locatif inhérent au fonctionnement des logements de transit a des conséquences financières pour la M.A.I.S. et qu'il y a lieu de fixer une limite à sa prise en charge par l'asbl. ;

Considérant qu'il y a lieu de limiter les risques financiers dus au vide locatif des Propriétés communales et au caractère aléatoire des transits ;

Considérant qu'une dotation annuelle permettrait à la MAIS asbl de mener à bien ses missions ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure un nouveau contrat de gestion avec la M.A.I.S. ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'avis du service juridique ;

Sur proposition du Collège du Bourgmestre et Échevins du 11 septembre 2025 ;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver l'utilisation de la grille AIS, et les montants prévus en son article 17§1^{er} actualisés chaque année au 1^{er} mars, comme montant d'indemnité à payer à l'administration communale dans le cadre de la prise en gestion des logements de transit communaux par la MAIS ;

Article 2 :

D'approuver que chaque type de logement, en fonction du nombre de chambres, ait une indemnité définie ;

Article 3:

D'approuver que les indemnités sont dues, sans suspension pour vide locatif, pour 10 logements ;

Article 4 :

D'approuver que les indemnités sont dues, en tenant compte du vide locatif pour 18 logements ;

Article 5 :

D'approuver la suspension du paiement par la M.A.I.S de l'indemnité d'un bien en vide locatif depuis plus de 1 mois pour 18 logements ;

Article 6 :

D'approuver que la M.A.I.S ne paye plus, pour ces 18 logements, le mois de vide locatif si elle a déjà payé, en vide locatif cumulé, l'équivalent d'un mois d'indemnité perçue par l'administration communale sur l'année ;

Article 7 :

De mandater le Collège des Bourgmestre et Échevins pour régler, éventuellement par avenant, tout nouveau délai de mise en exécution du contrat-cadre dû à l'impossibilité, imputable à l'une ou l'autre des deux parties, de respecter les délais de rafraichissements des logements ;

Article 8 :

D'accorder une dotation annuelle, pendant 3 ans, à la MAIS asbl ;

Article 9 :

D'approuver le projet de contrat-cadre liant l'administration communale et la M.A.I.S. et qui est joint à la présente délibération dont elle fait partie intégrante ;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Tijdelijke huisvesting - Transit - Goedkeuring van het nieuwe contract tussen het gemeentebestuur en de M.A.I.S vzw.

DE RAAD,

Overwegende zijn beslissing d.d. 17 april 2008 om transitwoningen enkel goed te keuren voor de opvang van slachtoffers van een ramp, van een gevaar of van een geobjectiveerde en verklaarde onbewoonbaarheid;

Overwegende zijn beslissing d.d. 24 september 2013 om het technisch en huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen over te dragen aan de M.A.I.S. vzw ;

Overwegende dat de M.A.I.S. vzw de verplichting heeft om de bepalingen van de besluit betreffende de sociale verhuurkantoren (S.V.K) te volgen;

Overwegende dat de huurders van de vzw M.A.I.S een vergoeding betalen die jaarlijks door het Brussels Gewest wordt vastgesteld;

Overwegende dat de huurders van de transitwoningen een gebruiksvergoeding betalen die is gemodelleerd op de vergoeding die door de administratie wordt ontvangen;

Overwegende dat huurders die deel uitmaken van een S.V.K geen hogere vergoeding mogen betalen dan wat door de eigenaar wordt ontvangen;

Overwegende dat twee huurders voor hetzelfde type appartement in hetzelfde jaar een verschillende vergoeding betalen als de vergoeding van het gemeentebestuur wordt geïndexeerd;

Overwegende dat dit een onrechtvaardigheid en ongelijkheid teweeg bracht tussen transit huurders, maar ook tussen huurders van de M.A.I.S vzw;

Overwegende zijn beslissing d.d. 18 september 2008 om een Coördinatiecomité van de Transitwoningen in te stellen dat kan nadenken over de ontvangst in transitwoningen;

Gelet op het positief advies van het Coördinatiecomité van de Transitwoningen van 27 februari 2025 om de bezettingsvergoeding te veranderen;

Gelet het advies van de gemeentelijke juridische dienst;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 11 september 2025 ;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een nieuwe verblijfsvergoeding goed te keuren op basis van de huurrooster van de sociale verhuurkantoren van maart 2026 – artikel 16§1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren teneinde gelijkheid onder huurders te creëren;

Artikel 2 :

Het principe goed te keuren dat tijdelijke huurders een vergoeding betalen die gelijk is aan de referentiële huurprijs (namelijk die van de maand maart) voor het jaar van hun verblijf en voor hun categorie, volgens de huurrooster van de sociale verhuurkantoren, en die op deze basis worden geïndexeerd;

Artikel 3 :

De inwerkingtreding van deze nieuwe tarieven voor nieuwe huurders vast te stellen vanaf 1 maart 2026 en deze op te nemen in het Vademecum voor transitwoningen;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

1 annexe / 1 bijlage

Contrat-cadre 2026-2029.pdf

24 **Logements temporaires - Transit - Modification du Vademecum des logements de transit communaux.**

LE CONSEIL,

Considérant sa décision du 17 avril 2008, de mettre à disposition des logements de transit destinés à l'accueil exclusif de personnes victimes de sinistre, de danger ou d'insalubrité majeure déclarée et objectivée ;

Considérant sa décision du 24 septembre 2013 de transférer la gestion locative et technique des logements de transit communaux à la M.A.I.S asbl;

Considérant que la M.A.I.S a l'obligation de se conformer aux prescrits de l'arrêté encadrant les agences immobilières sociales (A.I.S.) ;

Considérant que les locataires de la M.A.I.S asbl payent une indemnité qui est décidé annuellement par la Région bruxelloise ;

Considérant que les locataires des transits payent une indemnité d'occupation calquée sur l'indemnité perçue par l'administration ;

Considérant qu'au sein des A.I.S, les locataires ne peuvent payer une indemnité supérieure à celle perçue par le propriétaire ;

Considérant que deux locataires pour un même type d'appartement, la même année, se retrouvent à payer une indemnité d'occupation différente si l'indemnité de l'administration communale est indexée ;

Considérant que ceci créait une iniquité et une inégalité entre locataires de transit mais également entre locataires de la M.A.I.S asbl ;

Considérant sa décision du 18 septembre 2008 de créer le Comité de Coordination des Logements de Transit (C.C.L.T) qui peut mener une réflexion sur l'accueil en transit ;

Vu l'avis positif du C.C.L.T de réflexion du 27 février 2025 de modifier les indemnités d'occupation de transit ;

Vu l'avis du service juridique communal ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins en date du 11 septembre 2025 ;

DÉCIDE

Article 1

D'approuver de nouvelles indemnités de séjour basées sur la grille de mars 2026 des loyers des agences immobilières sociales – article 16 §1^{er} de l'arrêté du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 encadrant les agences immobilières sociales afin de créer une égalité entre locataires;

Article 2

D'approuver le principe selon lequel les locataires de transit payent une indemnité d'occupation équivalente au loyer de référence (à savoir celui du mois de mars), l'année de leur occupation et pour leur catégorie, dans la grille des loyers des agences immobilière sociale et soient indexés sur cette base ;

Article 3

De fixer l'entrée en vigueur de cette nouvelle tarification pour les nouveaux locataires à partir du 1er mars 2026 et de l'inscrire au Vadémécum des logements de transit ;

Tijdelijke huisvestingsdienst - Transit - Wijziging van het Vademecum voor gemeentelijke transit woningen.

DE RAAD,

Overwegende zijn beslissing d.d. 17 april 2008 om transitwoningen enkel goed te keuren voor de opvang van slachtoffers van een ramp, van een gevaar of van een geobjectiveerde en verklaarde onbewoonbaarheid;

Overwegende zijn beslissing d.d. 24 september 2013 om het technisch en huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen over te dragen aan de M.A.I.S. vzw ;

Overwegende dat de M.A.I.S. vzw de verplichting heeft om de bepalingen van de besluit betreffende de sociale verhuurkantoren (S.V.K) te volgen;

Overwegende dat de huurders van de vzw M.A.I.S een vergoeding betalen die jaarlijks door het Brussels Gewest wordt vastgesteld;

Overwegende dat de huurders van de transitwoningen een gebruiksvergoeding betalen die is gemodelleerd op de vergoeding die door de administratie wordt ontvangen;

Overwegende dat huurders die deel uitmaken van een S.V.K geen hogere vergoeding mogen betalen dan wat door de eigenaar wordt ontvangen;

Overwegende dat twee huurders voor hetzelfde type appartement in hetzelfde jaar een verschillende vergoeding betalen als de vergoeding van het gemeentebestuur wordt geïndexeerd;

Overwegende dat dit een onrechtvaardigheid en ongelijkheid teweeg bracht tussen transit huurders, maar ook tussen huurders van de M.A.I.S vzw;

Overwegende zijn beslissing d.d. 18 september 2008 om een Coördinatiecomité van de Transitwoningen in te stellen dat kan nadenken over de ontvangst in transitwoningen;

Gelet op het positief advies van het Coördinatiecomité van de Transitwoningen van 27 februari 2025 om de bezettingsvergoeding te veranderen;

Gelet het advies van de gemeentelijke juridische dienst;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 11 september 2025 ;

BESLIST :

Artikel 1:

Een nieuwe verblijfsvergoeding goed te keuren op basis van de huurrooster van de sociale verhuurkantoren van maart 2026 – artikel 16§1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren teneinde gelijkheid onder huurders te creëren;

Artikel 2 :

Het principe goed te keuren dat tijdelijke huurders een vergoeding betalen die gelijk is aan de referentiële huurprijs (namelijk die van de maand maart) voor het jaar van hun verblijf en voor hun categorie, volgens de huurrooster van de sociale verhuurkantoren, en die op deze basis worden geïndexeerd;

Artikel 3 :

De inwerkingtreding van deze nieuwe tarieven voor nieuwe huurders vast te stellen vanaf 1 maart 2026 en deze op te nemen in het Vademecum voor transitwoningen;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

25 Recette Communale - Vérification de l'encaisse du 01.01.2025 au 30.06.2025.

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2025 au 30.06.2025 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 18/08/2025 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué ;

Considérant que le solde débiteur à justifier par le Receveur communal s'élève à 25.183.514,88 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 38.000.000 EUR auprès de BRINFIN ;

Considérant que l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2025 au 30.06.2025 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Gemeenteontvangst: controle van het gemeentekasgeld van 01.01.25 tot 30.06.2025.

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2025 tot 30.06.2025;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 18/08/2025 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het debet saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 25.183.514,88 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat lening op vaste termijn bevat van 38.000.000 EUR bij BRINFIN;

Overwegende de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2025 tot 30.06.2025 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

situation de caisse au 30.06.25.pdf, Kassa situatie op 30.06.25.pdf

26 **Recette communale - Marché de services pour la conclusion de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2025 - Cahier des charges.**

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2025 est financé, en partie, par des crédits ;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 123, 4° ;

Vu l'article 28, §1, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que, bien que les contrats de crédits à conclure avec un organisme bancaire ne soient plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence ; que c'est à cette fin que ce cahier des charges a été rédigé ;

Vu le contexte actuel, où il devient de plus en plus rare qu'une banque seule décide de répondre à l'entièreté d'un marché, les annexes ont été adaptées : le marché sera attribué par lot;

DECIDE

Article 1

D'approuver le cahier des charges pour le marché de services relatif à la conclusion de crédits pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2025;

Article 2

D'approuver la dépense globale du marché estimée à 15.837.649,87 euros.

Gemeenteontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2025 - Bestek.

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2025, onder andere, wordt gefinancierd door kredieten;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 123, 4° ;

Gezien artikel 28, §1, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels betreffende overheidsopdrachten vallen, de gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; dat voor deze doelstelling het bestek in bijlage is opgesteld;

Gezien de huidige context, waarin het steeds zeldzamer wordt dat één enkele bank besluit in te schrijven op een volledige aanbesteding, zijn de bijlagen aangepast: de opdracht zal per perceel/lot worden gegund;

BESLUIT

Artikel 1

Het bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2025;

Artikel 2

De globale uitgave geraamd op 15.837.649,87 euro goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Bestek 2025.doc, Cahier des charges 2025.doc

27 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché conjoint de travaux relatif à la rénovation d'une maison des jeunes sise rue de la Vermicellerie 10 à Molenbeek-Saint-Jean, ainsi qu'à la rénovation d'une maison de maître avec garage sise rue Van Hoegaerde 39 à Molenbeek-Saint-Jean, en vue de l'affecter à la "Maison du Bien-Être" avec cour en intérieur d'îlot, opération 1.2 du Contrat de Quartier Durable « Etangs noirs » - CDC 25.012 - Fixation et approbation des conditions et documents du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine (M.B., 18.10.2016) ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux contrats de quartier durables ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 23 juin 2022 du programme du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser la rénovation d'une maison des jeunes sise rue de la Vermicellerie 10 à Molenbeek-Saint-Jean, et d'une maison de maître avec garage sise rue Van Hoegaerde 39 à Molenbeek-Saint-Jean, en vue de l'affecter à la Maison du bien-être avec cour en intérieur d'ilot, correspondant à l'opération 1.2 "Maison du Bien-Être" du Contrat de Quartier Durable « Etangs noirs » ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure ouverte est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant qu'un subside complémentaire au subside du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs est accordé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean par la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 et de la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 pour un montant de 700.000,00 EUR (DC 30/2023) ;

Considérant que la dépense globale pour réaliser les travaux (à savoir la rénovation de la maison des jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10, ainsi que la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une Maison du Bien-Être et la démolition du garage dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée) peut être estimée à 2.049.798,12 EUR HTVA, soit 2.480.255,73 EUR TVAC (TVA 21%) ;

Considérant que l'estimation du coût des travaux est divisée comme suit :

- "Maison des jeunes" - Rénovation de la maison des jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 : 1.100.436,36 EUR HTVA, soit 1.331.528,00 EUR TVAC (TVA 21%) ;
- "Maison du Bien-Être" - Rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une Maison du Bien-Être et la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée : 949.361,76 EUR HTVA, soit 1.148.727,73 EUR TVAC (TVA 21%) ;

Considérant que les travaux concernant la "Maison des jeunes" seront entièrement à charge de la VGC, propriétaire du bâtiment ;

Considérant qu'uniquement les travaux pour la "Maison du Bien-Être" sont à charge de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, et seront financés via les subsides du Contrat de Quartier "Etangs Noirs" (DC 1023/2022), de la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (DC 30/2023 et DC complémentaire à créer) et par emprunts ;

Considérant que le marché est organisé en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles ;

Considérant que la tranche ferme consiste en :

- Rénovation partielle de la "Maison des jeunes", pour un montant de 538.876,22 EUR TVAC, directement financé par la VGC ;

- Rénovation partielle de la "Maison du Bien-Être" pour un montant de 1.025.928,41 EUR TVAC, dont les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et couverts de la manière suivante :
 - par le subside de la Région Flamande via la VGC (DC 30/2023 et DC complémentaire à créer) pour un montant de 63.526,36 EUR TVAC ;
 - par le subside du Contrat de Quartier "Etangs Noirs" (DC 1023/2022) pour un montant de 762.164,85 EUR TVAC (81,52%) ;
 - par emprunts, liés au Contrat de Quartier "Etangs Noirs", pour un montant de 172.777,31 EUR TVAC (18,48%) ;
 - par emprunts pour un montant de 27.459,89 EUR TVAC ;

Considérant que la tranche conditionnelle 1 consiste en la finalisation de la rénovation de la "Maison des jeunes" pour un montant de 792.651,77 EUR TVAC, directement financé par la VGC ;

Considérant que la tranche conditionnelle 2 consiste en la finalisation de la rénovation de la "Maison du Bien-Être" pour un montant de 122.799,32 EUR TVAC, dont les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2025, financés par emprunts ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché conjoint de travaux relatif à la rénovation d'une maison des jeunes sise rue de la Vermicellerie 10 à Molenbeek-Saint-Jean, ainsi qu'à la rénovation d'une maison de maître avec garage sise rue Van Hoegaerde 39 à Molenbeek-Saint-Jean, en vue de l'affecter à la "Maison du Bien-Être" avec cour en intérieur d'îlot, opération 1.2 du Contrat de Quartier Durable « Etangs noirs » ;

Article 2 :

De passer le marché de travaux par procédure ouverte conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3 :

D'approuver la dépense pour le marché de travaux estimée pour un montant global de 2.049.798,12 EUR HTVA, soit 2.480.255,73 EUR TVAC (TVA 21%), dont 1.148.727,73 EUR TVAC sont à la charge de la Commune, ce dernier montant étant financé de la manière suivante :

- 63.526,36 EUR TVAC par le subside de la Région Flamande via la VGC (DC 30/2023 et DC 3082/2025) ;
- 762.164,85 EUR TVAC (81,52%) par le subside du Contrat de Quartier "Etangs Noirs" (DC 1023/2022) ;
- 172.777,31 EUR TVAC (18,48%) par emprunt communal (liés au Contrat de Quartier "Etangs Noirs") ;
- 150.259,21 EUR TVAC par emprunts communal.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Gezamenlijke opdracht voor werken met betrekking tot de renovatie van een jeugdhuis gelegen aan de Vermicellifabriekstraat 10 te Sint-Jans-Molenbeek, en de renovatie van een herenhuis met garage gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 te Sint-Jans-Molenbeek, met het oog op de bestemming ervan als het "Welzijnshuis" met binnenplaats, Operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers"- Bestek 25.012- Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden en documenten van de opdracht .

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april

2017;

Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (B.S., 18.10.2016);

Gezien het Besluit van 24 november 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten;

Gezien het schrijven in datum van 15 juli 2022 waarbij de goedkeuring door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zitting van 23 juni 2022 van het programma van het duurzaam wijkcontract "Zwarte Vijvers" werd betekend;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de renovatie van een jeugdhuis gelegen aan de Vermicellifabriekstraat 10 te Sint-Jans-Molenbeek, en de renovatie van het herenhuis met garage gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 te Sint-Jans-Molenbeek, met het oog op de bestemming ervan als het "Welzijnshuis" met binnenplaats, overeenkomende met Operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" te realiseren;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016, een openbare procedure toegelaten is voor deze opdracht;

Overwegende dat het Vlaamse Gewest, via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie), aan de gemeente Sint-Jan Molenbeek een subsidie toekent bovenop de subsidie van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte vijvers", voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 en de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 voor een bedrag van 700.000,00 EUR (VR 30/2023);

Overwegende dat de totale kosten voor de uitvoering van de werkzaamheden (te weten de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10, alsook de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling van een Welzijnshuis en de afbraak van de aanliggende garage met het oog op de aanleg van een collectieve groene binnenplaats) kunnen worden geraamd op 2.049.798,12 EUR exclusief btw, ofwel 2.480.255,73 EUR inclusief btw (btw 21%);

Overwegende dat de geraamde kosten van de werken als volgt zijn verdeeld:

- "Jeugdhuis" - Renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen aan de Vermicellifabriekstraat 10: 1.100.436,36 EUR exclusief btw, ofwel 1.331.528,00 EUR inclusief btw (btw 21%);
- "Welzijnshuis" - Renovatie van het herenhuis gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling van een Welzijnshuis en de afbraak van een garage gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectieve groene binnenplaats: 949.361,76 EUR exclusief btw, ofwel 1.148.727,73 EUR inclusief btw (btw 21%);

Overwegende dat de werkzaamheden met betrekking tot het "Jeugdhuis" volledig ten laste komen van de VGC, eigenaar van het gebouw;

Overwegende dat alleen de werken voor het "Welzijnshuis" ten laste komen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en zullen worden gefinancierd met subsidies van het Wijkcontract "Zwarte Vijvers" (VR 1023/2022), van het Vlaamse Gewest via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (VR 30/2023 en nog te creëren aanvullend VR) en door leningen;

Overwegende dat de opdracht bestaat uit een vast gedeelte en twee voorwaardelijke gedeelten;

Overwegende dat het vaste gedeelte bestaat uit:

- Gedeeltelijke renovatie van het "Jeugdhuis" voor een bedrag van 538.876,22 EUR incl. btw, rechtstreeks gefinancierd door de VGC;
- Gedeeltelijke renovatie van het "Welzijnshuis" voor een bedrag van 1.025.928,41 EUR incl.

btw, waarvan de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/731-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 en als volgt worden gedekt:

- door de subsidie van het Vlaamse Gewest via de VGC (VR 30/2023 en nog te creëren aanvullend VR) voor een bedrag van 63.526,36 EUR incl. btw;
- door de subsidie van het Wijkcontract “Zwarte Vijvers” (VR 1023/2022) voor een bedrag van 762.164,85 EUR incl. btw (81,52%);
- door leningen, gekoppeld aan het Wijkcontract “Zwarte Vijvers”, voor een bedrag van 172.777,31 EUR incl. btw (18,48%);
- door leningen voor een bedrag van 27.459,89 EUR incl. btw;

Overwegende dat het voorwaardelijke gedeelte 1 bestaat uit de voltooiing van de renovatie van het “Jeugdhuis” voor een bedrag van 792.651,77 EUR incl. btw, rechtstreeks gefinancierd door de VGC; Overwegende dat het voorwaardelijke gedeelte 2 bestaat uit de voltooiing van de renovatie van het “Welzijnshuis” voor een bedrag van 122.799,32 EUR incl. btw, waarvoor de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/731-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025, gefinancierd via leningsgelden;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, voor de gezamenlijke opdracht voor werken met betrekking tot de renovatie van een jeugdhuis gelegen aan de Vermicellifabriekstraat 10 te Sint-Jans-Molenbeek, en de renovatie van het herenhuis met garage gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 te Sint-Jans-Molenbeek, met het oog op de bestemming ervan als het "Welzijnshuis" met binnenplaats, operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract “Zwarte Vijvers” goed te keuren.

Artikel 2

De opdracht voor werken te plaatsen via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De geraamde uitgave voor de werkenopdracht voor een totaal bedrag van 2.049.798,12 EUR exclusief btw, ofwel 2.480.255,73 EUR inclusief btw (btw 21%), waarvan 1.148.727,73 EUR incl. btw ten laste van de gemeente, goed te keuren en het laatste bedrag als volgt te financieren:

- 63.526,36 EUR incl. btw door de subsidie van het Vlaamse Gewest via de VGC (VR 30/2023 en DC 3082/2025);
- 762.164,85 EUR incl. btw (81,52%) door de subsidie van het Wijkcontract “Zwarte Vijvers” (VR 1023/2022);
- 172.777,31 EUR incl. btw (18,48%) door gemeentelijke leningsgelden (gekoppeld aan het Wijkcontract “Zwarte Vijvers”);
- 150.259,21 EUR incl. btw door gemeentelijke leningsgelden.

123 annexes / 123 bijlagen

CDC techniques cvc sanitaires electricité FR.pdf, GEN meetstaat voorwaardelijk deel 2 - métré tranche conditionelle 2 NL-FR.pdf, MDJ PL 90 BT.pdf, MDJ S8.pdf, MBE SN HH NT-BT.pdf, MBE S9.pdf, MBE PL 30 BT.pdf, BESTEK technieken - hvac sanitair elektriciteit NL.pdf, MDJ PL 10 NT.pdf, MBE DE 20 NT.pdf, 111GEN+raming+vast+deel+-+estimation+tranche+ferme+NL-FR.pdf, MBE Voorschriften.pdf, MDJ GE N BT.pdf, MDJ S6.pdf, MDJ DE 40 NT.pdf, MDJ GE N NT.pdf, SCH.4.2.pdf, MDJ PL 20 BT.pdf, DIDU-VHG0039_001-CDC25.012 Admin FR.pdf, V.2.pdf, BESTEK stabiliteit NL.pdf, MBE PL 30 NT.pdf, GEN PL 01 NT.pdf, MBE S2.pdf, MBE SN GG NT.pdf, MBE PL 00 NT.pdf, T.1.pdf, MBE PL 40 BT.pdf, MDJ S4.pdf, EL.2.pdf, SAN.2.pdf, SCH.2.1.pdf, MBE PL 99 NT.pdf, 333GEN+raming+voorwaardelijk+deel+2+-+estimation+tranche+conditionelle+NL-FR.pdf, MBE DE 10 NT.pdf, MBE S4.pdf, MDJ PL 20

NT.pdf, MBE GE O NT.pdf, GEN meetstaat vast deel - métré tranche ferme NL-FR.pdf, MBE Prescription.pdf, MDJ DE 30 NT.pdf, 555GEN+meetstaat+voorwaardelijk+deel+1+-+métré+tranche+conditionelle+1+NL-FR.pdf, CV.2.pdf, GEN meetstaat voorwaardelijk deel 1 - métré tranche conditionelle 1 NL-FR.pdf, CDC architecture FR.pdf, MBE GE O BT.pdf, MDJ PL 10 BT.pdf, MDJ S2.pdf, MBE S6.pdf, MDJ PL 90 NT.pdf, MBE DE 50 NT.pdf, MBE PL 00 BT.pdf, CDC stabilité FR.pdf, MDJ SN EE NT-BT.pdf, MBE SN GG BT.pdf, MDJ GE O NT-BT.pdf, VGP - Renovatie van een jeugdhuis en herenhuis met het oog op een publieke voorziening.pdf, MBE PL 40 NT.pdf, SCH.3.1.pdf, GEN PL 00 NT.pdf, 7777SSCP04125091512350.pdf, GEN DE 12 NT.pdf, GEN DE 11 NT.pdf, MBE SN II NT-BT.pdf, SCH.3.2.pdf, V.1.pdf, GEN DE 10 NT.pdf, MBE SC 20 NT.pdf, 666GEN+meetstaat+vast+deel+-+métré+tranche+ferme+NL-FR.pdf, MDJ SN AA NT.pdf, MBE DE 40 NT.pdf, MBE S1.pdf, MBE PL 10 NT.pdf, MDJ GE W NT-BT.pdf, GEN PL 90 NT.pdf, 222GEN+raming+voorwaardelijk+deel+1+-+estimation+tranche+conditionelle+NL-FR.pdf, DIDU-VHG0039_001-CDC25.012 Admin NL.pdf, MDJ S7.pdf, MDJ PL 30 NT.pdf, SCH.4.1.pdf, MBE S8.pdf, PSS - la rénovation d'une maison de jeune et d'une maison de maître en vue de les affecter à un équipement public.pdf, MDJ SN DD NT-BT.pdf, MBE PL 90 NT.pdf, MBE GE N NT-BT.pdf, 444GEN+meetstaat+voorwaardelijk+deel+2+-+métré+tranche+conditionelle+2+NL-FR.pdf, MDJ SC 10 NT.pdf, MBE S10.pdf, MBE S3.pdf, MDJ DE 20 NT.pdf, MDJ S5.pdf, MDJ Prescription.pdf, MDJ SN FF NT-BT.pdf, MBE GE Z NT.pdf, MDJ PL 40 BT.pdf, MBE PL 10 BT.pdf, MBE S5.pdf, BESTEK architectuur NL.pdf, MBE PL 20 NT.pdf, MDJ PL 40 NT.pdf, MBE PL 20 BT.pdf, SAN.1.pdf, MBE GE Z BT.pdf, MBE SC 10 NT.pdf, MBE DE 30 NT.pdf, MDJ PL 00 NT.pdf, MDJ PL 00 BT.pdf, MDJ S3.pdf, EL.3.pdf, MDJ S1.pdf, SCH.2.2.pdf, MBE PL 90 BT.pdf, MBE S7.pdf, MDJ SN CC BT.pdf, CV.1.pdf, MDJ SN BB BT.pdf, MDJ PL 30 BT.pdf, MDJ SN BB NT.pdf, MDJ Voorschriften.pdf, MDJ SN AA BT.pdf, MDJ SN CC NT.pdf, EL.1.pdf, T.2.pdf

28 **Mobilité - Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu les articles 117, 119 et 135 par. 2.1° de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 septembre 2014 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 29 mai 2024 ;

Vu la délibération du Collège en sa séance du 27 juin 2025 adaptant le Règlement relatif à la politique de stationnement et intégrant dans ce dernier le principe de zone grise ;

Considérant que les zones grises ont déjà fait leurs preuves en région bruxelloise notamment à Bruxelles-ville, Anderlecht et Saint-Gilles ;

Considérant qu'une mise en zone grise permettrait de répondre efficacement aux problèmes de pression de stationnement rencontrée sur la quasi-totalité du territoire communal ; Considérant que cette mesure n'aura aucun impact sur les habitants molenbeekoïses détenteurs d'une carte riverain ;

Considérant de modifier le règlement au regard de la nouvelle zone de stationnement et notamment à l'article 24 stationnement ;

Considérant les nombreux emplacements pour personnes à mobilité réduite ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant les emplacements de zones de livraisons ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De modifier le règlement général complémentaire comme suit :

- 1) Ajout à l'article 20.2.b) (Stationnement interdit (E1), stationnement interdit (chargement et déchargement), du lundi au vendredi
2. chaussée de Gand à hauteur du numéro 242 sur une distance de 8 mètres, de 7h à 16h ;
7. chaussée de Ninove, à hauteur du numéro 1068A, sur une distance de 12 mètres, de 8h à 18h ;
8. chaussée de Ninove, à hauteur du numéro 1134, sur une distance de 10 mètres, de 9h à 17h ;
- 2) Ajout à l'article 20.2.b) (Stationnement interdit (E1), stationnement interdit (chargement et déchargement), du lundi au samedi
2. chaussée de Ninove, à hauteur du numéro 55, sur une distance de 12 mètres, de 8h à 19h ;
4. rue Ransfort, à hauteur du numéro 100, de 6h à 20h
- 3) Supprimé à l'article 20.2.b) (Stationnement interdit (E1), stationnement interdit (chargement et déchargement), du lundi au samedi
1. chaussée de Gand à hauteur du numéro 688 sur une distance de 18 mètres, de 7h à 18h ;
- 4) Modification du titre et du contenu de l'article 23.1 comme suit : 1. Zone de stationnement payant excepté « carte communale de stationnement » - (Zone grise) Une zone de stationnement payant excepté « carte communale de stationnement », ou zone grise, est d'application sur l'ensemble du territoire communal, excepté sur les voiries :
 - mentionnées dans les articles suivants : Article 23, point 2 « Stationnement à durée limitée Art. 27.1. (Zone bleue) » Article 23, point 3.a).1. « Stationnement payant sur certains emplacements – Emplacements régis par des horodateurs – Zone rouge »
 - Ainsi que les voiries mentionnées ci-dessous :
 - rue Kasterlinden ;
 - rue Paloke, entre la rue Kasterlinden et Koningin Elisabethlaan (Dilbeek).

La mesure est matérialisée par des signaux à validité zonale E9a portant les mentions « 3,5t max », conformément à l'article 24.4.a), « Payant » et « Excepté carte de stationnement » ainsi que par le placement d'horodateurs ou totems indiquant les modalités d'utilisation.

Dans les rues suivantes la mesure est signalée par des panneaux E9b muni d'un additionnel « Payant excepté carte de stationnement » ainsi que par le placement d'horodateurs ou totem indiquant les modalités d'utilisation :

 - Rue de Moortebeek
 - Rue Sleutelplas

- 5) Ajout à l'article 23.3 a) 2 a) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))
 - a) du lundi au samedi
 39. rue Delaunoy, à hauteur du numéro 105, sur une distance de 6 mètres, de 7h00 à 19h ;
 40. avenue Jean Dubrucq, à hauteur du numéro 98A, sur une distance de 15 mètres, de 8h00 à 18h ;
 41. rue de la Carpe, à hauteur du numéro 13, sur une distance de 15 mètres, de 7h00 à 16h ;
 42. avenue de Roovere, à hauteur du numéro 24, devant la gare de l'Ouest, sur une distance de 12 mètres, de 9h00 à 18h.
 43. rue de Bonne, à hauteur du numéro 66, sur une distance de 10 mètres, de 9h00 à 18h ;
 44. chaussée de Ninove, à hauteur des numéros 83, sur une distance de 6 mètres, de 8h à 18h ;
 45. chaussée de Ninove, à hauteur des numéros 99, sur une distance de 20 mètres, de 9h à 17h ;
 46. boulevard Léopold II, à hauteur du numéro 62, sur une distance de 16 mètres ;
- 6) Modification à l'article 23.3 a) 2 a) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))
 - b) du lundi au samedi
 9. rue Osseghem, à hauteur du numéro 195, sur une distance de 12 mètres, de 7h à 13h ;
 16. rue Vanderdussen, à hauteur du numéro 23, sur une distance de 7 mètres, de 7h à 16h ;
 19. rue Mommaerts, à l'arrière du bâtiment rue Piers numéro 142, sur une distance de 10 mètres, de 7h à 20h ;
 23. rue des Etangs Noirs, à hauteur du numéro 42, sur une distance de 4 mètres, de 9h à 18h ;
 46. boulevard Léopold II, à hauteur du numéro 62, sur une distance de 16 mètres.
- 7) Suppression à l'article 23.3 a) 2 a) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))
 - a) du lundi au samedi
 4. place de la Duchesse de Brabant, à hauteur du numéro 32, sur une distance de 9 mètres, de 7h à 18h ;
 5. place de la Duchesse de Brabant, à hauteur des numéros 35 et 36, sur une distance de 10

mètres, de 8h à 18h ;32. rue de la Cavatine, à hauteur du numéro 16, sur une distance de 6 mètres, de 10h30 à 19h ;36. rue de l'Intendant, à hauteur du numéro 81, sur une distance de 12 mètres, de 7h à 19h ;

8) Ajout à l'article 23.3 a) 2 b) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))

b) du lundi au vendredi

41. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 87, sur une distance de 16 mètres, de 9h à 18h ;42. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 179, sur une distance de 12 mètres, de 9h à 18h ;

9) Suppression à l'article 23.3 a) 2 b) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))

b) du lundi au samedi

1. rue des Béguines, à hauteur du numéro 16, sur une distance de 12 mètres, de 8h à 13h ;26. rue de l'Intendant, à hauteur du numéro 270-272, sur une distance de 16 mètres, de 8h à 13h ;34. rue du Bateau, à hauteur des numéros 2-10, sur une distance de 8 mètres, de 7h à 19h ;38. boulevard Léopold II, à hauteur des numéros 53, sur une distance de 20 mètres, de 8h à 8h45 et de 15h à 17h ;

10) Ajout à l'article 23.3 a) 2 c) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))

c) autre

13. rue d'Ostende, à hauteur du numéro 55, sur une distance de 7 mètres, tous les jours, de 8h00 à 16h.14. avenue du Karreveld, à hauteur du numéro 2, sur une distance de 6 mètres, tous les jours, de 7h30 à 16h30.

11) Modification à l'article 23.3 a) 2 c) (Stationnement, stationnement payant sur certains emplacements, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement - Zones Jaunes (ou Zones de livraison dépenalisées))

c) autre

2. gare de l'Ouest, à hauteur de l'avenue de Roovere, 24, sur une distance de 12 mètres

12) Ajout à l'article 24.3 c) (Stationnement, stationnement payant, aux emplacements réservés à la recharge des véhicules électriques)

52. avenue François Sebrechts face au n° 3, sur une distance de 12 mètres ;53. avenue Jean Dubrucq devant le n° 72, 2 emplacements en perpendiculaire ; 54. avenue Jean Dubrucq

face au n° 241, sur une distance de 12 mètres55. avenue du Scheutbosch devant le n° 53 ; 56. rue Alphonse Vandenpeereboom devant le n° 136, sur une distance de 12 mètres ;57.

rue des Béguines face au n° 158, sur une distance de 12 mètres ;58. rue Courtois face au n° 44, sur une distance de 12 mètres ;59. rue de l'Intendant face au n° 26, sur une distance de 12 mètres ;60.

rue Jean-Baptiste Janssen devant le n° 71, sur une distance de 12 mètres ; 61. rue Jennart devant le n° 47, sur une distance de 12 mètres ;62. rue Potaerdegat

face au n° 57, sur une distance de 12 mètres ;63. rue des Quatre-Vents devant le n° 79, sur une distance de 12 mètres ;64. rue Vandenboogaerde devant le n° 93, sur une distance de 12 mètres ;

13) Modification à l'article 24.3 c) (Stationnement, stationnement payant, aux emplacements réservés à la recharge des véhicules électriques)

16. rue de la Pastorale devant le n° 108, sur une distance de 12 mètres ;17. rue des Quatre-vents en face du n° 176, jusqu'au carrefour ; 18. rue Martin Pfeiffer en face du n°30, jusqu'au carrefour ;19. rue Ossegem devant le n° 126, sur une distance de 12 mètres ;20.

rue Alphonse Vandenpeereboom devant le n° 52, sur une distance de 12 mètres ;21. rue Auguste Van Zande en face du n° 69 ;22. rue des Béguines en face du n° 159, jusqu'au carrefour ;23.

rue d'Ostende devant le n° 98, sur une distance de 12 mètres ;24. rue du Korenbeek devant le n°227, sur une distance de 12 mètres ;25. rue Alfred Dubois devant le n°49, sur une distance de 12 mètres ;26.

rue Dubois-Thorn devant le n° 47, sur une distance de 12 mètres ;27. rue de Birmingham devant le n° 41, sur une distance de 12 mètres ;28. rue du Serpolet devant le n° 6, sur une distance de 12 mètres ;29. croisement du parvis Saint-Jean-

Baptiste avec la rue de l'Avenir, sur une distance de 12 mètres ;30. rue de Ribaucourt devant le n° 185, sur une distance de 12 mètres ;31. rue Armand de Saulnier devant le n° 17, sur une distance de 12 mètres ;32. boulevard Louis Mettwie devant le n° 71, sur une distance de 12 mètres ;33. boulevard Belgica devant le n° 35, sur une distance de 12 mètres ;34. chaussée de Gand devant le n° 501, sur une distance de 13 mètres ; 35. rue Ossegem devant le n° 156B, sur une distance de 11 mètres ; 36. rue Gabrielle Petit devant le n° 42, sur une distance de 12 mètres ;37. avenue du Sippelberg en face du n° 2, sur une distance de 13 mètres ;38. avenue Karreveld devant le n° 13, sur une distance de 12 mètres ;39. rue de l'Intendant devant le n° 89, sur une distance de 13 mètres ;40. rue Paloke en face du n° 54, 2 emplacements en perpendiculaire ;41. rue du Korenbeek devant le n° 17, sur une distance de 12 mètres ;42. rue De Koninck en face du n° 3, sur une distance de 12 mètres ;43. rue Edmond Bonehill devant le n° 127, sur une distance de 12 mètres ;44. rue Delaunoy en face du n° 131, sur une distance de 11 mètres ;45. rue Doyen Fierens devant le n° 1, sur une distance de 11 mètres ;46. boulevard Léopold II devant le n° 176, sur une distance de 12 mètres ;47. rue Vandermaelen en face du n° 16, sur une distance de 12 mètres ;48. rue de Flessingue devant le n° 5, sur une distance de 11 mètres ;49. rue Bouvier en face du n° 6, sur une distance de 12 mètres ;50. chaussée de Merchtem devant le n° 100A, sur une distance de 12 mètres ;51. rue de la Vieillesse heureuse en face du n° 9, sur une distance de 13 mètres ;

14) Ajout à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

3. à hauteur du n° 15, rue des Béguines ;21. à hauteur du n° 22, rue de Bonne ;24. à hauteur du n° 27, rue du Bon Pasteur ;27. à hauteur du n° 77, rue de la Borne ;76. deux emplacements, rue de la Flute Enchantée, devant la salle de sport. ;96. à hauteur du n° 49, rue du Gulden Bodem ;101. à hauteur du n° 123, rue du Hoogbosch ;105. à hauteur du n° 67, rue de l'Intendant ;129. à hauteur du n° 20, rue de Lessines ;160. à hauteur du n° 17, rue des Osiers

15) Supprimé à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

77. à hauteur du n° 13, rue de l'Escaut ;102. à hauteur du n° 28, rue Houzeau de Lehaie ;109. à hauteur du n° 114/116, rue de l'Intendant ;140. à hauteur du n° 29, rue de Manchester ;

16) Supprimé à l'article 24.4 a) 9 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux autocars)

1. rue Jean-Baptiste Decock, à hauteur du n° 54 sur une distance de 18 mètres, du lundi au vendredi, de 7h à 17 h ;2. rue des Quatre-Vents, à hauteur du n° 192 sur une distance de 18 mètres, du lundi au vendredi, de 7h à 17h ;

17) Ajout à l'article 24.4 a) 9 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux autocars)

7. avenue du Sippelberg, à hauteur du n° 2, sur une distance de 20 mètres du lundi au vendredi, de 8h à 17h ;8. rue Paloke, à hauteur du n° 12, sur une distance de 20 mètres du lundi au vendredi, de 7h à 19h.

Mobiliteit - Politie op het wegverkeer - Aanvullend algemeen reglement - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de artikels 117, 119 en 135 par. 2. 1° van de Nieuwe Gemeentewet; Gelet op het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer, dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 september 2014 goedgekeurd heeft en laatst gewijzigd werd tijdens de Gemeenteraad van 29 mei 2024;

Gelet de beraadslaging van het College in zijn vergadering van 27 juni 2025 tot aanpassing van het

Reglement inzake het parkeerbeleid en tot integratie van het principe van de grijze zone; Overwegende dat de grijze zones hun nut al hebben bewezen in het Brussels Gewest, met name in Brussel-stad, Anderlecht en Sint-Gillis;

Overwegende dat een grijze zone het mogelijk zou maken om effectief te reageren op de problemen van parkeerdruk die op bijna het hele grondgebied van de gemeente worden ondervonden;

Overwegende dat deze maatregel geen gevolgen zal hebben voor de inwoners van Molenbeek die in het bezit zijn van een bewonerskaart;

Overwegende het reglement met het oog op deze nieuwe parkeerzones evenals het artikel 24 parkeren, aan te passen,

Overwegende de meerdere parkeerplaatsen voor personen met een handicap die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de leveringszones die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer goed te keuren.

1) Toevoeging in artikel 20.2.a) (Parkeren is verboden (E1), parkeren verboden (laden en lossen), van maandag tot vrijdag)

2. Steenweg op Gent, ter hoogte van het nummer 242, over een afstand van 8 meter, van 7u tot 16u;7. Ninoofsesteenweg, ter hoogte van het nummer 1068A, over een afstand van 12 meter, van 8u tot 18u;8. Ninoofsesteenweg, ter hoogte van het nummer 1134, over een afstand van 10 meter, van 9u tot 17u;

2) Toevoeging in artikel 20.2.a) (Parkeren is verboden (E1), parkeren verboden (laden en lossen), van maandag tot zaterdag)

2.Ninoofsesteenweg, ter hoogte van het nummer 55, over een afstand van 12 meter, van 8u tot 19u;4. Ransfortstraat, ter hoogte van het nummer 100, van 6u tot 20u ;

3) Afschaffing in artikel 20.2.b) (Parkeren is verboden (E1), parkeren verboden (laden en lossen), van maandag tot zaterdag)

1. Steenweg op Gent, ter hoogte van het nummer 688, over een afstand van 18 meter, van 7u tot 18u;

4) Wijziging van de titel en de inhoud van het artikel 23.1 zoals volgt:1. Betaalde parkeerplaats behalve "gemeentelijke parkeerkaart" - (Grijze zone) Een betaalde parkeerzone, behalve «gemeentelijke parkeerkaart», of een grijze zone, is van toepassing op het gehele grondgebied van de gemeente, behalve op de wegen:

- genoemd in de volgende artikels : Artikel 23, punt 2 « Parkeren in tijd Art. 27.1. (Blauwe zone) » Article 23, punt 3.a).1. « Betalend parkeren op bepaalde plaatsen – Parkeerplaatsen met parkeermeters – Rode zone »

- Evenals de hieronder vermelde straten:

Kasterlindenstraat ; Palokestraat tussen de Kasterlindenstraat en de Koningin Elisabethlaan (Dilbeek).

De maatregel wordt kenbaar gemaakt door het verkeersbord E9a met de vermelding “max. 3,5t” conform het artikel 24.4.a), «BETALEND» eventueel aangevuld met de vermelding “uitgezonderd gemeentelijke parkeerkaart” en de plaatsing van parkeermeters of totems met aanduiding van de gebruiksmodaliteiten. In de volgende straten wordt de maatregel aangegeven door E9b-borden met een onderbord met de vermelding « Betalend uitgezonderd parkeerkaart » en door de plaatsing van parkeermeters of totems die de gebruiksvoorwaarden aangeven

:• Moortebeekstraat• Sleutelplasstraat

5) Toevoeging in artikel 23.3 a) 2 a) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

a) Van maandag tot zaterdag

39. Delaunoystraat, ter hoogte van het nummer 105, over een afstand van 6 meter, van 7u00 tot 19u00;40. Jean Dubrucqlaan, ter hoogte van het nummer 98A, over een afstand van 15 meter, van

8u00 tot 18u00;41. Karperstraat, ter hoogte van het nummer 13, over een afstand van 15 meter, van 7u00 tot 16u00;42. De Rooverelaan, ter hoogte van het nummer 24, voor het Weststations, over een afstand van 12 meter, van 9u00 tot 18u00 ;43. De Bonnestraat, ter hoogte van het nummer 66, over een afstand van 10 meter, van 9u00 tot 18u00;44. Steenweg op Ninove, ter hoogte van de nummers 83, over een afstand van 6 meter, van 8u tot 18u;45. Steenweg op Ninove, ter hoogte van de nummers 99, over een afstand van 20 meter, van 9u tot 17u;46. Leopold II laan, ter hoogte van het nummer 62, over een afstand van 16 meter;

6) Wijziging in artikel 23.3 a) 2 a) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

b) Van maandag tot zaterdag

9. Osseghemstraat, ter hoogte van het nummer 195, over een afstand van 12 meter, van 7u tot 13u16. Vanderdussenstraat, ter hoogte van het nummer 23, over een afstand van 7 meter, van 7u tot 16u;19. Mommaertsstraat, aan de achterkant van het gebouw Piersstraat nummer 142, over een afstand van 10 meter, van 7u tot 20u;23. Zwarte Vijverstraat, ter hoogte van het nummer 42, over een afstand van 4 meter, van 9u tot 18u;46. Leopold II laan, ter hoogte van het nummer 62, over een afstand van 16 meter;

7) Afschaffing in artikel 23.3 a) 2 a) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

a) Van maandag tot zaterdag

4. Hertogin van Brabantplaats, ter hoogte van het nummer 32, over een afstand van 9 meter, van 7u tot 18u;5. Hertogin van Brabantplaats, ter hoogte van de nummers 35 en 36, over een afstand van 10 meter, van 8u tot 18u;32. Cavatinestraat, ter hoogte van het nummer 16, over een afstand van 6 meter, van 10u30 tot 19u;36. Opzichterstraat, ter hoogte van het nummer 81, over een afstand van 16 meter, van 8u tot 19u;

8) Toevoeging in artikel 23.3 a) 2 b) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

b) Van maandag tot vrijdag

41. De Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 87, over een afstand van 16 meter, van 9u tot 18;42. De Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 179, over een afstand van 12 meter, van 9u tot 18;

9) Afschaffing in artikel 23.3 a) 2 b) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

b) Van maandag tot vrijdag

1. Begijnenstraat, ter hoogte van het nummer 16, op een afstand van 12 meter, van 8u tot 13u;26. Opzichterstraat, ter hoogte van het nummer 270-272, over een afstand van 16 meter, van 8u tot 13u ;34. Bootstraat, ter hoogte van de nummers 2-10, over een afstand van 8 meter, van 7u tot 19u;38. Leopold II laan, ter hoogte van het nummer 53, over een afstand van 20 meter, van 8u tot 8u45 en van 15u tot 17u;

10) Toevoeging in artikel 23.3 a) 2 c) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

c) andere

13. Oostendestraat, ter hoogte van het nummer 55, over een afstand van 7 meter, alle dagen, van 8u00 tot 16u;14. Karreveldlaan, ter hoogte van het nummer 2, over een afstand van 6 meter, alle dagen, van 7u30 tot 16u30.

11) Toevoeging in artikel 23.3 a) 2 a) (parkeren, betaald parkeren op bepaalde plaatsen, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn – Gele Zones (of gedepenaliseerde zones)

c) andere

2. Weststation, ter hoogte van de Rooverelaan, 24, over een afstand van 12 meter;

12) Toevoeging in artikel 24.3 c) (Parkeren – Betaald Parkeren, voor parkeerplaatsen gereserveerd aan elektrisch herlaadbare voertuigen)

52. François Sebrechtslaan tegenover het nr 3, over een afstand van 12 meter ;53. Jean Dubrucqlaan voor het nr 72, 2 loodrechte parkeerplaatsen ;54. Jean Dubrucqlaan tegenover het nr 241, over een afstand van 12 meter ;55. Scheutboschlaan voor het nr 53;56. Alphonse Vandenpeereboomstraat voor het nr 136, over een afstand van 12 meter ;57. Begijnenstraat tegenover het nr 158, over een afstand van 12 meter;58. Courtoisstraat tegenover het nr 44, over een afstand van 12 meter;59. Opzichterstraat tegenover het nr 26, over een afstand van 12 meter;60. Jean-Baptiste Janssenstraat voor het nr 71, over een afstand van 12 meter ;61. Jennartstraat voor het nr 47, over een afstand van 12 meter ;;62. Potaerdegatstraat voor het nr 57, over een afstand van 12 meter ;63. Vierwindenstraat tegenover het nr 79, over een afstand van 12 meter;64. Vandenboogaerdestraat voor het nr 93, over een afstand van 12 meter ;.

13) Wijziging in artikel 24.3 c) (Parkeren – Betaald Parkeren, voor parkeerplaatsen gereserveerd aan elektrisch herlaadbare voertuigen)

16. Pastorijstraat voor het nr 108, over een afstand van 12 meter ;17. Vier-Windenstraat tegenover het nr 176, tot aan het kruispunt ;18. Martin Pfeifferstraat tegenover het nr 30, tot aan het kruispunt ;19. Ossegemstraat voor het nr 126, over een afstand van 12 meter ;20. Alphonse Vandenpeereboomstraat voor het nr 52, over een afstand van 12 meter ;21. Auguste Van Zandestraat tegenover het nr 69 ;22. Begijnenstraat tegenover het nr 159, tot aan het kruispunt ;23. Oostendestraat voor het nr 98, over een afstand van 12 meter ;24. Korenbeekstraat voor het nr 227, over een afstand van 12 meter ;25. Alfred Duboisstraat voor het nr 49, over een afstand van 12 meter ;26. Dubois-Thornstraat voor het nr 47, over een afstand van 12 meter ;27. Birminghamstraat voor het nr 41, over een afstand van 12 meter ;28. Wilde Tijnstraat voor het nr 6, over een afstand van 12 meter ;29. kruispunt van het Sint-Jan-Baptistvoorplein met de Toekomststraat, over een afstand van 12 meter ;30. Ribaucourtstraat voor het nr 185, over een afstand van 12 meter ;31. Armand de Saulnierstraat voor het nr 17, over een afstand van 12 meter ;32. Louis Mettwielaan voor het nr 71, over een afstand van 12 meter ;33. Belgicalaan voor het nr 35, over een afstand van 12 meter ;34. Steenweg op Gent voor het nr 501, over een afstand van 13 meter ;35. Ossegemstraat voor het nr 156B, over een afstand van 11 meter ;36. Gabrielle Petitstraat voor het nr 42, over een afstand van 12 meter ;37. Sippelberglaan voor het nr 2, over een afstand van 13 meter ;38. Karreveldlaan voor het nr 13, over een afstand van 12 meter ;39. Opzichterstraat voor het nr 89, over een afstand van 13 meter ;40. Palokestraat tegenover het nr 54, 2 loodrechte parkeerplaatsen ;41. Korenbeekstraat voor het nr 17, over een afstand van 12 meter ;42. De Koninckstraat tegenover het nr 3, over een afstand van 12 meter ;43. Edmond Bonehillstraat voor het nr 127, over een afstand van 12 meter ;44. Delaunoystaat tegenover het nr 131, over een afstand van 11 meter ;45. Deken Fierensstraat voor het nr 1, over een afstand van 11 meter ;46. Leopold II laan voor het nr 176, over een afstand van 12 meter ;47. Vandermaelenstraat tegenover het nr 16, over een afstand van 12 meter ;48. Vlissingenstraat voor het nr 5, over een afstand van 11 meter ;49. Bouvierstraat tegenover het nr 6 , over een afstand van 12 meter ;50. Steenweg op Merchtem voor het nr 100A, over een afstand van 12 meter ;51. Gelukkige Grijshheidstraat tegenover het nr 9, over een afstand van 13 meter ;

14) Toevoeging in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

3. ter hoogte van het nr 15, Begijnenstraat;21. ter hoogte van het nr 22, de Bonnestraat;24. ter hoogte van het nr 27, Goede Herderstraat;27. ter hoogte van het nr 77, Paalstraat;76. twee plaatsen, Toverfluitstraat, voor de sportzaal;96. ter hoogte van het nr 49, Gulden Bodemstraat;101. ter hoogte van het nr 123, Hoogboschstraat;105. ter hoogte van het nr 67, Opzichterstraat;129. ter hoogte van het nr 20, Lessenstraat;160. ter hoogte van het nr 17, Wissenstraat;

15) Afschaffing in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

77. ter hoogte van het nr 13, Scheldestraat;102. ter hoogte van het nr 28, Houzeau de Lehaiestraat;109. ter hoogte van het nr 114/116, Opzichterstraat;140. ter hoogte van het nr 29, Manchesterstraat;

16) Afschaffing in artikel 24.4 a) 9. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor autocars)

1. Jean-Baptiste Decockstraat, ter hoogte van het nr 54 over een afstand van 18 meter, van maandag tot vrijdag, van 7u tot 17 u ;2. Vier Windenstraat, ter hoogte van het nr 192 over een afstand van 18 meter, van maandag tot vrijdag, van 7u tot 17 u ;

17) Toevoeging in artikel 24.4 a) 9. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor autocars)

7. Sippelberglaan, ter hoogte van het nr 2, over een afstand van 20 meter, van maandag tot vrijdag, van 8u tot 17 u;8. Palokestraat, ter hoogte van het nr 12, over een afstand van 20 meter, van maandag tot vrijdag, van 7u tot 19 u.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement compl général NL version september 2025 (2).docx, Règlement compl général FR version septembre 2025 (1).docx

29 **Propriétés-communales - Aliénation d'un terrain communal sis à Molenbeek-Saint-Jean, avenue des Tamaris - Rue du Serpolet.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu les dispositions en Région de Bruxelles-Capitale relatives à la tutelle administrative et à la procédure d'aliénation des biens communaux ;

Vu la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation de droits réels sur des biens immeubles ;

Vu le procès-verbal de mesurage du 25 juillet 2014, annexé à la présente ;

Vu l'estimation établie par Bruxelles-Fiscalité en date du 9 juillet 2025, fixant la valeur du bien à 73.500 EUR ; Considérant que le terrain cadastré 4ème Division, section C, n°250E2 (avenue des Tamaris – rue du Serpolet), d'une superficie de 73 ca selon PV de mesurage, fait partie du domaine privé communal et n'est pas affecté à l'usage public ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire aux besoins communaux ;

Considérant que, isolé et de taille modeste, il n'est pas exploitable par la Commune sans acquisition de parcelles voisines, acquisition impossible compte tenu de la situation financière actuelle ;

Considérant qu'il y a lieu, dans une logique de bonne gestion du patrimoine communal, de les céder afin de générer des recettes ;

Considérant que la mise en vente publique constitue la procédure normale, garantissant transparence et égalité entre acquéreurs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 11 septembre 2025 ;

DÉCIDE :

Article 1er:

De procéder à la vente publique du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°250E2 (avenue des Tamaris – rue du Serpolet), d'une superficie de 73 ca conformément au procès-verbal de mesurage annexé.

Article 2:

De fixer le prix de départ de la vente publique à 80.000 EUR.

Article 3:

D'autoriser le Collège à retirer le bien de la vente publique si le prix atteint est inférieur à l'estimation et, le cas échéant, à poursuivre la procédure par voie de gré à gré.

Article 4:

D'affecter le produit de la vente à l'article budgétaire 9220/761-60 du budget communal extraordinaire.

De transmettre la présente délibération à l'Autorité de tutelle régionale.

Gemeentelijke eigendommen - Verkoop van een gemeentelijk terrein gelegen te Sint-Jans-

Molenbeek, Tamarissenlaan - Serpoletstraat.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, en met name artikel 117;

Gezien de bepalingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het administratief toezicht en de procedure voor de vervreemding van gemeentelijke goederen;

Gezien de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Gezien het bijgevoegde meetrapport van 25 juli 2014;

Gezien de schatting van Brussel-Fiscaliteit van 9 juli 2025, waarin de waarde van het onroerend goed wordt vastgesteld op 73.500 EUR;

Overwegende dat het kadastraal perceel 4e afdeling, sectie C, nr. 250E2 (Tamariskenlaan – Wilde Tijnstraat), met een oppervlakte van 73 ca volgens het meetrapport, deel uitmaakt van het gemeentelijk privédoel en niet bestemd is voor openbaar gebruik;

Overwegende dat het niet nodig is voor gemeentelijke doeleinden;

Overwegende dat het, geïsoleerd en bescheiden van omvang, niet door de gemeente kan worden geëxploiteerd zonder de aankoop van aangrenzende percelen, wat gezien de huidige financiële situatie onmogelijk is;

Overwegende dat het, in het kader van een goed beheer van het gemeentelijk patrimonium, aangewezen is om deze percelen te verkopen om inkomsten te genereren;

Overwegende dat een openbare verkoop de normale procedure is, die transparantie en gelijkheid tussen kopers garandeert;

Gezien het voorstel van het College van 11 september 2025;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Over te gaan tot de openbare verkoop van het kadastraal perceel 4e Afdeling, sectie C, nr. 250E2 (Tamariskenlaan – Wilde Tijnstraat), met een oppervlakte van 73 ca, overeenkomstig het bijgevoegde meetrapport.

Artikel 2 :

De startprijs van de openbare verkoop vast te stellen op 80.000 EUR.

Artikel 3 :

Het Gemeentecollege te machtigen om het goed uit de openbare verkoop te halen indien de bereikte prijs lager is dan de schatting en, in voorkomend geval, de procedure onderhands voort te zetten.

Artikel 4 :

De opbrengst van de verkoop toe te wijzen aan begrotingsartikel 9220/761-60 van de buitengewone gemeentebegroting.

Deze beraadslaging over te maken aan de Gewestelijke toezichthoudende overheid.

30 Propriétés communales - Aliénation d'un terrain communal sis à Molenbeek-Saint-Jean, avenue Carl Requette - Avenue des Amandiers.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu les dispositions en Région de Bruxelles-Capitale relatives à la tutelle administrative et à la procédure d'aliénation des biens communaux ;

Vu la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation de droits réels sur des biens immeubles ;

Vu l'estimation établie par Bruxelles-Fiscalité en date du 7 août 2025, fixant la valeur du bien à

162.400 EUR ;

Considérant que le terrain cadastré 4ème Division, section C, n°183A (avenue Carl Requette – avenue des Amandiers), d'une superficie de 2a32ca, fait partie du domaine privé communal et n'est pas affecté à l'usage public ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire aux besoins communaux ;

Considérant que cette parcelle pourrait accueillir un projet communal, mais que, compte tenu de sa configuration et de sa superficie, un tel projet ne présenterait pas les qualités urbanistiques requises ;

Considérant que la réalisation d'un projet qualitatif sur ce site nécessiterait l'acquisition de parcelles voisines, opération financièrement impossible pour la Commune dans sa situation actuelle ;

Considérant qu'il y a lieu, dans une logique de bonne gestion du patrimoine communal, de les céder afin de générer des recettes ;

Considérant que la mise en vente publique constitue la procédure normale, garantissant transparence et égalité entre acquéreurs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 11 septembre 2025 ;

DÉCIDE :

Article 1er:

De procéder à la vente publique du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°183A (avenue Carl Requette – avenue des Amandiers), d'une superficie de 2a32ca.

Article 2:

De fixer le prix de départ de la vente publique à 170.000 EUR.

Article 3:

D'autoriser le Collège communal à retirer le bien de la vente publique si le prix atteint est inférieur à l'estimation et, le cas échéant, à poursuivre la procédure par voie de gré à gré.

Article 4:

D'affecter le produit de la vente à l'article budgétaire 9220/761-60 du budget communal extraordinaire.

De transmettre la présente délibération à l'Autorité de tutelle régionale.

Gemeentelijke eigendommen - Verkoop van een gemeentelijk terrein gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, Carl Requettelaan - Amandelaarslaan.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, en met name artikel 117;

Gezien de bepalingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het administratief toezicht en de procedure voor de vervreemding van gemeentelijke goederen;

Gezien de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Gezien de schatting van Brussel-Fiscaliteit van 7 augustus 2025, waarin de waarde van het goed wordt vastgesteld op 162.400 EUR;

Overwegende dat het kadastraal perceel 4e Afdeling, sectie C, nr. 183A (Carl Requettelaan – Amandelbomenlaan), met een oppervlakte van 2a32ca, deel uitmaakt van het gemeentelijk privédoel en niet bestemd is voor openbaar gebruik;

Overwegende dat het niet noodzakelijk is voor de gemeentelijke behoeften;

Overwegende dat dit perceel geschikt zou zijn voor een gemeentelijk project, maar dat een dergelijk project, gezien de indeling en de oppervlakte ervan, niet aan de vereiste stedenbouwkundige kwaliteiten zou voldoen;

Overwegende dat de verwezenlijking van een kwalitatief project op deze locatie de aankoop van aangrenzende percelen zou vereisen, wat in de huidige situatie financieel onmogelijk is voor de Gemeente;

Overwegende dat het, in het kader van een goed beheer van het gemeentelijk patrimonium,

aangewezen is om deze percelen te verkopen om inkomsten te genereren;
Overwegende dat een openbare verkoop de normale procedure is, die transparantie en gelijkheid tussen kopers garandeert;
Gezien het voorstel van het College van 11 september 2025;
BESLUIT :

Artikel 1 :

Over te gaan tot de openbare verkoop van het kadastraal perceel 4e Afdeling, sectie C, nr. 183A (Carl Requettelaan – Amandelbomenlaan), met een oppervlakte van 2a32ca.

Artikel 2 :

De startprijs van de openbare verkoop vast te stellen op 170.000 EUR.

Artikel 3 :

Het gemeentebestuur te machtigen om het goed uit de openbare verkoop te halen indien de bereikte prijs lager is dan de schatting en, in voorkomend geval, de procedure onderhands voort te zetten.

Artikel 4 :

De opbrengst van de verkoop toe te wijzen aan begrotingsartikel 9220/761-60 van de buitengewone gemeentebegroting.

Deze beraadslaging over te maken aan de Gewestelijke toezichthoudende overheid.

31 **Propriétés communales - Aliénation d'un terrain communal sis à Molenbeek-Saint-Jean, avenue des Tamaris - Rue des Hippocampes.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu les dispositions en Région de Bruxelles-Capitale relatives à la tutelle administrative et à la procédure d'aliénation des biens communaux ;

Vu la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation de droits réels sur des biens immeubles ;

Vu le procès-verbal de mesurage du 25 juillet 2014, annexé à la présente ;

Vu l'estimation établie par Bruxelles-Fiscalité en date du 9 juillet 2025, fixant la valeur du bien à 60.450 EUR ;

Considérant que le terrain cadastré 4ème Division, section C, n°230S (avenue des Tamaris – rue des Hippocampes), d'une superficie de 3a46ca selon PV de mesurage, fait partie du domaine privé communal et n'est pas affecté à l'usage public ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire aux besoins communaux ;

Considérant que cette parcelle, bien qu'à front de rue, est de forme allongée et étroite (« en forme de frite »), ce qui la rend inexploitable isolément pour le développement d'un projet communal d'intérêt général ;

Considérant qu'il y a lieu, dans une logique de bonne gestion du patrimoine communal, de les céder afin de générer des recettes ;

Considérant que la mise en vente publique constitue la procédure normale, garantissant transparence et égalité entre acquéreurs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 11 septembre 2025 ;

DÉCIDE :

Article 1er:

De procéder à la vente publique du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°230S (avenue des Tamaris – rue des Hippocampes), d'une superficie de 3a46ca conformément au procès-verbal de mesurage annexé.

Article 2:

De fixer le prix de départ de la vente publique à 70.000 EUR.

Article 3:

D'autoriser le Collège à retirer le bien de la vente publique si le prix atteint est inférieur à l'estimation et, le cas échéant, à poursuivre la procédure par voie de gré à gré.

Article 4:

D'affecter le produit de la vente à l'article budgétaire 9220/61-60 du budget communal extraordinaire.

De transmettre la présente délibération à l'Autorité de tutelle régionale.

Gemeentelijke eigendommen - Verkoop van een gemeentelijk terrein gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, Tamarissenlaan - Zeepaardjesstraat.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, en met name artikel 117;

Gezien de bepalingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het administratief toezicht en de procedure voor de vervreemding van gemeentelijke goederen;

Gezien de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Gezien het bijgevoegde meetrapport van 25 juli 2014;

Gezien de schatting van Brussel-Fiscaliteit van 9 juli 2025, waarin de waarde van het onroerend goed wordt vastgesteld op 60.450 EUR;

Overwegende dat het kadastraal perceel 4e Afdeling, sectie C, nr. 230S (Tamariskenlaan – Zeepaardjesstraat), met een oppervlakte van 3a46ca volgens meetrapport, deel uitmaakt van het gemeentelijk privédoel en niet bestemd is voor openbaar gebruik;

Overwegende dat het niet nodig is voor gemeentelijke doeleinden;

Overwegende dat dit perceel, hoewel het aan de straat grenst, langwerpig en smal is ("in de vorm van een frietje"), waardoor het afzonderlijk niet bruikbaar is voor de ontwikkeling van een gemeentelijk project van algemeen belang;

Overwegende dat het, in het kader van een goed beheer van het gemeentelijk patrimonium, aangewezen is om deze percelen te verkopen om inkomsten te genereren;

Overwegende dat een openbare verkoop de normale procedure is, die transparantie en gelijkheid tussen kopers garandeert;

Gezien het voorstel van het College van 11 september 2025;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Over te gaan tot de openbare verkoop van het kadastraal perceel 4e Afdeling, sectie C, nr. 230S (Tamariskenlaan – Zeepaardjesstraat), met een oppervlakte van 3a46ca, overeenkomstig het bijgevoegde meetrapport.

Artikel 2 :

De startprijs van de openbare verkoop vast te stellen op 70.000 EUR.

Artikel 3 :

Het Gemeentecollege te machtigen om het goed uit de openbare verkoop te halen indien de bereikte prijs lager is dan de schatting en, in voorkomend geval, de procedure onderhands voort te zetten.

Artikel 4 :

De opbrengst van de verkoop toe te wijzen aan begrotingsartikel 9220/761-60 van de buitengewone gemeentebegroting.

Deze beraadslaging over te maken aan de Gewestelijke toezichthoudende overheid.

32 Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal PS-VOORUIT, relative au survol de Molenbeek. (Complémentaire)

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean,

Vu :les travaux non annoncés effectués par Brussels Airport Company (BAC) sur les voies de

circulation menant à la piste 07 LEFT de Bruxelles-National en septembre 2025 ;

les rectificatifs apportés par le Service fédéral de Médiation pour l'Aéroport de Bruxelles-National, confirmant que ces travaux ont rendu impossible l'accès normal et sécurisé au seuil de la piste 07 LEFT, malgré les dénégations de Brussels Airport Company ;

la communication mensongère et contradictoire de BAC, qui a tenté de reporter sa responsabilité sur skeyes et d'autres acteurs alors qu'elle est seule responsable de l'inaccessibilité de la piste ;

les conséquences directes de cette situation : activation massive de la piste 07 RIGHT le 9 septembre 2025, avec 93 atterrissages en approche DVOR, une procédure obsolète datant de 1958, imprécise et génératrice de nuisances sonores particulièrement lourdes pour l'Ouest bruxellois, dont Molenbeek ;

les risques accrus en matière de sécurité aérienne, signalés par la Médiation, liés à l'imposition de traversées de piste, aux détournements d'itinéraires et aux procédures dangereuses comme le « back track » ;

Considérant : que cette opacité est inacceptable et démontre un mépris flagrant pour les riverains de l'Ouest de Bruxelles, déjà surdosés en nuisances sonores ;

que le droit à l'information et à la transparence est bafoué, alors même que l'article 36 de la licence d'exploitation impose à BAC d'informer correctement la Médiation et les autorités concernées ;

que la situation démontre une fois encore l'incapacité du fédéral à protéger les Bruxellois et à imposer le respect de règles élémentaires de transparence et de sécurité ;

que les habitants de Molenbeek refusent d'être traités comme une variable d'ajustement, sacrifiés pour masquer les erreurs et les manquements d'un opérateur privé ;

Le Conseil communal : 1. Dénonce fermement l'attitude irresponsable et mensongère de Brussels Airport Company, ainsi que l'inaction fédérale face à une telle légèreté dans la gestion d'infrastructures critiques.

2. Condamne le recours forcé à la piste 07R et aux procédures DVOR de 1958, générant des nuisances insupportables pour des dizaines de milliers d'habitants, alors même que cette situation résulte de travaux non annoncés et non coordonnés.

3. Somme l'État fédéral – et en particulier le Ministre de la Mobilité – de :

imposer immédiatement à Brussels Airport Company une obligation stricte de communication préalable et transparente sur tous travaux impactant directement l'utilisation des pistes et trajectoires aériennes ;

présenter dans un délai d'un mois un plan clair garantissant que de tels incidents ne se reproduiront plus ;

établir un mécanisme de sanctions financières et administratives contre BAC en cas de manquements répétés à ses obligations légales.

4. Charge le Collège communal de : transmettre cette motion au Premier ministre, au Ministre fédéral de la Mobilité, au Service fédéral de Médiation, à la Région de Bruxelles-Capitale et aux communes bruxelloises concernées ;

coordonner une action commune avec les autres communes de l'Ouest bruxellois pour obtenir des garanties fermes ;

soutenir toute initiative citoyenne ou juridique visant à défendre les droits des riverains.

33 Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal PS-VOORUIT, relative à la création d'une Charte communale pour lutter contre la discrimination et mettre fin aux divisions. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Considérant que notre société est de plus en plus fragilisée par les discours de haine et les manipulations qui circulent sur les réseaux sociaux, transformant ces espaces en chambres d'écho où les propos sont déformés, sortis de leur contexte et utilisés pour monter les citoyens les uns contre les autres ;

Considérant que notre collègue Saliha Raiss a été la cible d'une vague d'insultes et d'attaques discriminatoires sur les réseaux sociaux, attaques d'autant plus violentes qu'elles reposaient sur des propos tronqués et manipulés par certain groupe politique, dans le seul but de nuire à son image et à celle de la majorité ;

Considérant que cette instrumentalisation irresponsable a contribué à polariser davantage notre commune, à renforcer les clivages et à nourrir la méfiance entre les citoyens, alors même que notre responsabilité collective devrait être de créer des ponts et non des murs ;

Considérant que la répétition de tels faits met en danger la cohésion sociale et l'équilibre démocratique de notre commune, où chaque habitant doit se sentir respecté et reconnu, sans crainte d'être stigmatisé pour ses origines, ses convictions ou ses opinions ;

Considérant enfin que les élus communaux, majorité comme opposition, portent une responsabilité morale et politique dans la manière dont ils utilisent la parole publique et influencent la société, y compris sur les réseaux sociaux ;

Considérant que la création de cette Charte s'accompagnera de son intégration explicite dans le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, afin de renforcer la place de la déontologie comme principe central de l'action des élus ;

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean décide :

1. D'adopter le principe d'une Charte communale contre la discrimination et pour le respect mutuel, affirmant que :
 - La commune condamne fermement toute diffusion, amplification ou manipulation de propos discriminatoires ou mensongers, en particulier sur les réseaux sociaux ;
 - Les débats politiques doivent être conduits dans le respect et la vérité, sans recourir à des pratiques de désinformation qui divisent artificiellement la population ;
 - Les élus locaux s'engagent à défendre activement les valeurs devivre-ensemble, d'unité et de tolérance, que ce soit dans l'espace institutionnel, médiatique ou numérique.
2. D'intégrer cette Charte dans le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, afin de donner à la déontologie et au respect mutuel une place structurante et contraignante dans la vie politique locale.
3. De charger le Collège communal de présenter, dans un délai de trois mois à compter de la validation de la présente motion, un texte de Charte formalisé, rédigé en concertation avec l'ensemble des groupes politiques et les associations spécialisées dans la lutte contre la discrimination.

34 Secrétariat communal - Motion déposée par les groupes PTB-PVDA, PS-Vooruit et Molenbeek Autrement, contre l'exclusion du chômage. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Considérant :

1. que le ministre de l'Emploi Clarinval a l'ambition de réaliser des économies dans le budget fédéral de l'assurance chômage et visant notamment à exclure de l'assurance chômage les personnes demandeuses d'emploi depuis plus de 2 ans, soit plus de 184 000 personnes à l'échelle de la Belgique ;
2. que la Sécurité sociale fédérale organise la solidarité vis-à-vis des salariés involontairement privés d'emploi et que leur indemnisation est assumée par l'ONEM, sans limitation dans le temps pour autant que le chercheur d'emploi démontre sa disponibilité sur le marché du travail, telle que contrôlée par les services régionaux de l'emploi ;
3. que des bonnes conditions de chômage agissent, d'un point de vue macroéconomique, comme une limite inférieure aux conditions de salaires et de travail que les employeurs doivent pouvoir offrir sur le marché de l'emploi et que les mesures d'exclusion du chômage, réclamées depuis des décennies par les organisations patronales, visent surtout, à terme, à pousser les travailleurs à accepter des conditions de salaires et de travail au rabais, tirant ainsi vers le bas les conditions de salaires et de travail de l'ensemble de la population ;
4. que le ministre Clarinval entend faire porter - de manière injuste - par les travailleurs l'essentiel de l'effort budgétaire, sans toucher réellement au profits énormes réalisés par les multinationales ;
5. que la loi attribue aux communes et à leur CPAS la mission de participer à l'octroi d'une aide sociale (RI, aide équivalente, etc.) afin de garantir à tous leurs habitants le droit à la dignité humaine et que cette aide sociale est conçue comme devant être résiduaire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas vocation à se substituer aux mécanismes assurantiels fédéraux de la Sécurité sociale;
6. que l'exclusion des bénéficiaires d'allocations de chômage n'est pas de nature à les aider ou à favoriser leur retour vers l'emploi, ainsi que le démontrent de nombreuses études scientifiques ou rapports publics et que, pour ce faire, il s'agirait de créer des emplois de qualité et de garantir de bonnes conditions de salaires et de travail à l'ensemble de la population ;
7. que les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux qui ont statistiquement le plus de difficultés à retrouver un emploi et que l'exclusion des allocations de chômage reviendrait donc majoritairement à fragiliser des personnes déjà précaires, en les renvoyant soit vers le CPAS, soit vers la solidarité familiale, soit vers le travail au noir, sans protection sociale et avec des risques accrus d'exploitation ;
8. que le renvoi de ces personnes vers les CPAS reviendrait non seulement à dégrader les droits sociaux des personnes concernées, mais aussi à rompre le caractère national de la solidarité vis-à-vis de celles-ci ;
9. que cette rupture de la solidarité nationale reporte vers les communes et leur CPAS une lourde charge supplémentaire, encore plus lourde pour les communes qui, comme Molenbeek Saint-Jean, comptent les taux de chômage et de précarité les plus élevés, sans qu'elles en portent la responsabilité ;
10. que selon l'étude de vivalis.brussels de janvier 2025, qui réalise des projections des parts des RIS supplémentaires à charge des CPAS, des aides sociales complémentaires et du personnel nécessaire, l'impact budgétaire pourrait être de 124 millions d'euros pour les communes

bruxelloises, dont un surcoût de 12,1 millions d'euros pour Molenbeek Saint-Jean ; que cette estimation est sans doute encore trop basse puisqu'elle se base sur l'exclusion de 130 000 demandeurs d'emploi complètement indemnisés (dont plus de 3 400 pour notre commune), et non de 184 000 personnes exclues (dont 4 038 Molenbeekois), comme cela a été précisé récemment par le ministre fédéral de l'Emploi Clarinval dans sa dernière note ;

11. qu'à l'heure actuelle, il est incertain si le financement fédéral supplémentaire pour 2026 permettra de couvrir ce surcoût pour 2026, mais qu'il est certain que les conditions imposées pour le financement à partir de 2027, ne permettront jamais de couvrir ce surcoût, causant donc un déficit financier important pour notre CPAS, qui pèsera sur la situation financière de notre commune ;
12. qu'un transfert vers les CPAS représenterait également une augmentation drastique de la charge de travail, aussi en termes d'infrastructures, impliquant par ailleurs de nouveaux publics (dont les personnes au chômage depuis plus de 5 ans) et une complexification du suivi des dossiers pour lesquels ne sont pas armées les entités locales ;
13. que selon les chiffres du cabinet du ministre fédéral de l'Emploi Clarinval, les chômeurs de 55 ans et plus, public éloigné du marché de l'emploi, seront particulièrement touchés puisque 82 % d'entre eux vont perdre leurs allocations ;
14. que près de 70 % du public concerné ont travaillé récemment, voire travaillent encore, souvent dans des conditions précaires : contrats à durée déterminée, temps partiels, emplois discontinus et que ce sont surtout les femmes qui se trouvent dans ces situations.
15. que ces charges s'ajouteraient aux reports de charge dû aux crises (Covid, énergétique, etc.) qui impactent déjà le CPAS sans augmentation de la dotation des niveaux de pouvoir supérieurs ;
16. que les CPAS peuvent apporter une contribution utile à la remise à l'emploi à travers des dispositifs de type article 60 et articles 61 dans la mesure des moyens financiers que les pouvoirs subsidiaires leur octroient pour développer ce type de dispositif ;
17. que les CPAS et les communes n'ont pas vocation à être instrumentalisés pour forcer la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée vers des « jobs » qui ne leur garantiraient pas le plein accès à un salaire conforme aux barèmes et à tous les droits sociaux, ce qui ne sortirait pas ces chercheurs d'emploi de la précarité ;
18. que le renvoi des chômeurs de longue durée vers les CPAS ferait largement perdre son sens à des dispositifs comme l'article 60, puisqu'il instaurerait pour une série de personnes une forme de carrousel entre l'aide sociale et l'assurance chômage ;
19. vu la gravité des chiffres et vu l'urgence, de saisir ce momentum et cette dernière chance pour réaffirmer notre opposition à la mesure ;

DECIDE :

Article 1 :

De réclamer le maintien de la pleine solidarité fédérale sur l'indemnisation des risques de chômage ;

Article 2 :

De s'opposer donc à un retrait des allocations de chômage après deux années de recherche active d'emploi et s'opposer à tout affaiblissement de la solidarité organisée au niveau fédéral et au sein de la Sécurité sociale ;

Article 3 :

De s'opposer à la précarisation de la population, à la création de jobs au rabais à destination des chômeurs de longue durée, ainsi qu'au dumping social plus large qui en résultera ;

Article 4 :

De demander au Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre cette motion aux ministre fédéral de l'Emploi Clarinval, à la Chambre des Représentants et à la presse.

Article 5 :

De demander à la commune de lancer une campagne publique de sensibilisation à travers tous les canaux de communication et dans les quartiers de la commune et d'inviter le citoyen à des moments d'information.

Article 6 :

De demander la création d'un groupe de travail composé des syndicats, du CPAS, des acteurs de l'emploi et de l'insertion molenbeekois, de la commune et du tissu associatif afin d'aider les personnes en risque d'exclusion d'être exclu et afin d'évaluer localement l'impact d'une telle mesure et de le signaler aux autorités compétentes.

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de fracties PTB-PVDA, PS-Vooruit en Molenbeek Anders, tegen uitsluiting van werkloosheid. (Aanvullend)

35 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Didier Van Merris, Conseiller communal MR, relative à la double piste cyclable avenue du Scheutbosch - Report du 27/08/2025.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier VAN MERRIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 27/08/2025

Date de rédaction : 18/08/2025

Date de d'introduction : 18/08/2025

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be; didiervanmerris@hotmail.com
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Avenue du Scheutbosch : double piste cyclable ou double gaspillage ?

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Les réseaux sociaux se sont récemment enflammés à propos d'un aménagement pour le moins surprenant avenue du Scheutbosch, une piste cyclable en site propre, de couleur ocre, longue... une deuxième piste cyclable suggérée peinte directement sur la chaussée.

Selon l'échevine de la Mobilité, cette seconde bande cyclable serait une exigence des autorités régionales, ajoutée dans le cadre du permis. Officiellement, pour "indiquer aux cyclistes expérimentés qu'ils peuvent utiliser la chaussée" et "sensibiliser les automobilistes".

Mais soyons clairs, pour de nombreux habitants, cet aménagement ressemble moins à un geste pour la sécurité qu'à un non-sens en matière d'aménagement urbain... et un probable gaspillage de deniers publics.

Je souhaite donc obtenir des réponses précises :

1. Combien a coûté ce double marquage et qui a payé : la Région ou la Commune ?
2. Pourquoi n'a-t-on pas expliqué cet aménagement aux habitants avant sa mise en place, afin d'éviter la polémique et l'incompréhension ?
3. Disposez-vous de données ou d'études prouvant que ce type de double aménagement améliore réellement la sécurité, plutôt que de créer de la confusion ?
4. Quelles garanties pouvez-vous donner aux Molenbeekois que les budgets mobilité seront utilisés à bon escient, et non pour multiplier des aménagements qui font sourire... ou grincer des dents ?

Monsieur le Bourgmestre, quand on voit l'état de certaines rues, la propreté qui laisse à désirer et les problèmes de sécurité, on est en droit de se demander si la priorité était vraiment... de tracer une piste cyclable à côté d'une piste cyclable.

Merci pour vos réponses.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Didier Van Merris, gemeenteraadslid MR, betreffende het dubbele fietspad in de Scheutboschlaan - Uitsel van 27/08/2025.

36 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO GROEN, relative à un coup de gueule de l'été - Report du 27/08/2025.

Cher Collège,

Durant les mois d'été, j'ai passé la majeure partie de mon temps dans notre belle commune de Molenbeek. La température était presque parfaite, à l'exception de deux périodes de canicule. Ce moment m'a également donné l'opportunité d'observer mon quartier et je vous partage quelques-unes de ces observations.

En premier lieu, en ce qui concerne la propreté. Je pensais que ma rue serait plus propre étant donné que de nombreux citoyens étaient déjà partis et que la quantité de déchets allait diminuer. Je me suis trompé. C'était une vraie catastrophe. Au cours de l'année dernière, la gestion de la propreté était déjà chaotique. Au courant du mois de juillet, je me trouvais carrément dans une décharge publique. Il était pratiquement impossible de se déplacer sans traverser une série d'objets abandonnés dans l'espace public. Au moins jusqu'au 20 juillet, cette situation a persisté. Heureusement, les services communaux ont pris les mesures nécessaires pour enlever ce surplus afin de retrouver la quantité de déchets habituelle. J'aurais souhaité une rue enfin propre, mais la réalité s'est imposée. Mais qui se soucie encore des enfants qui jouent dans des rues, des personnes qui baladent leurs chiens ou des Molenbeekois qui n'ont pas honte de leur commune.

Ensuite, je pensais qu'il y aurait moins de voitures, ce qui entraînerait une diminution de la circulation pendant cette période. Je croyais enfin pouvoir traverser ma rue sans risquer ma vie, et même éviter d'être réveillé par des véhicules circulant à une vitesse anormalement élevée. Que suis-je bête ! Je vis à Molenbeek. Depuis plusieurs années, il n'y a pas eu de plan de mobilité. La commune entière est pourtant soumise à la zone 30, mais personne ne la respecte. Je remarque même des personnes qui conduisent à plus de 80 km/h dans ma rue. Je peux les observer car ma fenêtre est en face d'un radar qui détecte la vitesse. J'ai même constaté que les quads, pourtant interdits dans notre commune, sont revenus. Mais qui se soucie encore des enfants qui n'ont pas de jardin, des mamans avec des poussettes, des personnes en chaise-roulante ?

Et le bruit, discutons-en. Ce n'est pas le bruit des voitures et des motos que je vais vous rappeler cette fois-ci, mais celui des avions. Des avions remplis de vacanciers, qui partent pour profiter d'un environnement calme pour se reposer. C'est tellement plus simple de tous les faire décoller ou atterrir au-dessus des communes denses et pauvres. Mais qui se soucie encore des malades, des personnes âgées, des personnes qui se lèvent très tôt pour bosser ou des personnes "pauvres" qui veulent juste dormir.

Il y a aussi eu tous ces travaux de voirie pour l'installation de la fibre. D'abord sur les façades ! Chacune des sociétés de télécommunication à son tour. À présent, ma façade est recouverte de câbles. Comme ce n'était pas suffisant, on a également installé des gros câbles sous les trottoirs. C'était comme si ma rue était en guerre. Au moment où j'ai commencé à m'habituer à slalomer entre les déchets, ma belle commune a ajouté, en plus des difficultés, en éventrant tous les trottoirs en même temps. Mais qui se soucie encore des personnes en

situation de handicap, des seniors, des parents qui veulent juste marcher avec leurs enfants tranquillement.

Pour terminer, le pire est arrivé. Les fusillades ont éclaté autour d'un parc plein d'enfants et de parents. Certains se sont sentis comme s'ils étaient à l'époque du western. Ils ont fait usage de leurs armes pour tenter de résoudre leur problème. Mais qui se soucie encore de la sécurité des citoyens molenbeekois.

Il est possible que vous ayez saisi, c'est un coup de gueule. Ces problèmes ne sont pas récents. Ce n'est pas à la majorité actuelle ou du passé qu'ils sont attribués. Ces problèmes demeurent et ne changent pas. Néanmoins, ce qui est préoccupant, c'est que ces problèmes prennent une tournure de plus en plus périlleuse.

Si vous avez envie de réagir ou de répondre à ces constats, voici quelques suggestions :

- Quelle était la cause de ce dysfonctionnement anormal lors de la collecte des déchets en juillet?
 - Quand est-ce que la commune prévoit réellement de faire respecter les zones 30?
 - Est-ce qu'un plan d'actions est prévu dans la nouvelle déclaration de politique communale concernant la réduction des bruits?
 - Est-ce qu'il y a une coordination réelle sur l'ensemble des travaux de la voirie?
- Je vous remercie sincèrement pour vos réponses.

Emre SUMLU

Chef de groupe Ecolo-Groen

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu, gemeenteraadslid ECOLO GROEN, betreffende een zomerse tirade - Uitstel van 27/08/2025.

37 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Loseke, Conseillère communale MR, relative aux nuisances sonores liées aux survols d'avions au-dessus de Molenbeek.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Valérie LOSEKE - Conseillère communale

Date du Conseil communal : **24/09/2025**

Date de rédaction : **08/09/2025**

Date de d'introduction : **10/09/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be; valerieloseke@yahoo.fr
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : les nuisances sonores liées aux survols d'avions au-dessus de Molenbeek

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Depuis plusieurs jours, les habitants de Molenbeek subissent à nouveau des nuisances sonores massives dues au passage répété d'avions à basse altitude au-dessus de nos quartiers. Cette situation résulte de travaux entrepris à Brussels Airport, qui concentrent l'ensemble du trafic sur une seule trajectoire.

Or, il est important de rappeler que les nuisances devaient historiquement être réparties entre plusieurs routes afin de ne pas faire peser le poids du trafic aérien sur les mêmes quartiers. Aujourd'hui, ce principe n'est plus respecté et ce sont une nouvelle fois les habitants de communes déjà très denses, comme Molenbeek, qui en paient le prix.

D'autres bourgmestres de communes concernées ont déjà exprimé publiquement leur inquiétude. À Molenbeek, aucune réaction officielle n'a encore été communiquée.

Je souhaite dès lors poser les questions suivantes :

Le Collège communal a-t-il été informé en amont des travaux entrepris à l'aéroport et de leurs conséquences pour les survols au-dessus de Molenbeek ?

Quelles démarches le Collège compte-t-il entreprendre pour dénoncer cette absence de concertation et exiger un retour à une répartition équitable des nuisances aériennes ?

La commune entend-elle se joindre à d'autres communes bruxelloises pour refuser toute trajectoire permanente concentrant les survols au-dessus des quartiers les plus peuplés ?

Enfin, quelles actions sont envisagées pour informer et soutenir concrètement les habitants impactés par ces nuisances ?

Il est essentiel que notre commune prenne position clairement. Les Molenbeekois ne peuvent être laissés seuls face à des nuisances sonores qui portent atteinte à leur santé et à leur qualité de vie.

Je vous remercie pour vos réponses.

Valérie LOSEKE
Conseillère communale

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Loseke, gemeenteraadslid MR, betreffende geluidsoverlast door vliegtuigen die over Molenbeek vliegen.

38 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative aux survols aériens.**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Cet été, les Molenbeekoïses ont été pris en otage par le bruit des avions.

La fermeture de deux pistes à Brussels Airport a concentré le trafic sur la route du canal.

Avec en plus les vents d'est, nos quartiers les plus denses ont été survolés sans répit, jusque tard dans la nuit.

Pendant que Koekelberg, Jette et Ganshoren faisaient entendre leur voix, ici à Molenbeek le Collège est resté discret. Pourtant, c'est un enjeu de santé publique, le Conseil supérieur de la santé recommande l'interdiction des vols de nuit.

Je vous pose donc quatre questions précises :

- 1) Avez-vous demandé l'installation de sonomètres sur notre territoire ?
- 2) Allez-vous encourager les habitants à utiliser NoiseMonitoring.brussels et le registre officiel des plaintes ?
- 3) Molenbeek compte-t-elle s'allier aux autres communes pour peser face au fédéral ?
- 4) Quelle est aujourd'hui la position officielle du Collège dans ce dossier ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez

Cheffe de file MR-VLD

Conseillère communale

mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be

0478.38.34.76

**Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de vluchten boven de Gemeente.**

**39 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal
MR, relative au manque criant de matériel scolaire dans les écoles communales.**

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

En campagne, la majorité actuelle, et particulièrement le PTB, a fait de l'enseignement une priorité. Mais aujourd'hui, dans nos écoles communales, la réalité est tout autre, et elle est inquiétante.

Début avril, les commandes de matériel scolaire ont été complétées. En septembre, à peine la moitié est arrivée.

Le matériel didactique, lui, n'a été réellement commandé qu'à la fin août. Les manuels scolaires, demandés fin mai, ont suivi le même chemin, commande tardive, toujours rien reçu.

À la rentrée, enseignants et élèves se sont retrouvés sans papier, sans manuels. Chaque enseignant n'a reçu que cinq blocs à photocopier la semaine dernière. On nous annonce qu'il faudra attendre novembre pour en avoir plus.

Alors, je vous pose la question, Monsieur le Bourgmestre faisant fonction : est-ce cela, la priorité à l'enseignement ? Est-ce normal que les enfants de Molenbeek commencent leur année scolaire sans le matériel minimum ? Est-ce normal que les enseignants doivent bricoler faute de moyens de base ?

Comment justifiez-vous ces retards dans les commandes ? Quelles mesures urgentes allez-vous prendre pour que ce fiasco ne pénalise pas encore davantage élèves et enseignants ?

Les Molenbeekois ont droit à plus que des promesses de campagne. Ils attendent que leurs enfants puissent apprendre dans des conditions dignes.

Je vous remercie.

Didier Van Merris

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het schrijvende tekort aan schoolmateriaal in
de gemeentelijke scholen.**

40 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère
communale MR, relative à la suppression inédite de la Saint-Nicolas pour les enfants du
personnel communal, une économie sur le dos des plus petits.**

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

C'est une première dans l'histoire de notre commune, depuis que la tradition existe, la fête de la Saint-Nicolas pour les enfants du personnel communal est purement et simplement supprimée. La raison avancée ? Un manque de moyens.

Autrement dit, cette année, pas de jouets pour les enfants de celles et ceux qui font tourner cette commune au quotidien.

Pas de fête, pas de reconnaissance, rien.

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, est-ce vraiment la seule économie que la majorité a trouvée à faire ? Faut-il commencer par priver les enfants de nos travailleurs de ce moment de joie et de reconnaissance symbolique ?

La question est simple, comment justifiez-vous qu'on trouve des budgets pour d'autres postes, mais pas pour maintenir une tradition qui coûte peu, et qui apporte beaucoup en termes de cohésion, de respect et de motivation des équipes communales ?

Vous envoyez un signal terrible, que le personnel communal peut bien se débrouiller, que ses enfants n'ont pas droit à un moment festif, que l'on raye d'un trait de plume une tradition qui incarnait un minimum de considération.

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, allez-vous vraiment assumer devant le personnel communal que leurs enfants n'auront pas droit à leur Saint-Nicolas, alors que c'est une tradition ancrée depuis des décennies ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez

Cheffe de file MR-VLD

Conseillère communale

mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be

0478.38.34.76

**Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de nog niet eerder voorgekomen afschaffing van Sinterklaas
voor de kinderen van het gemeentepersoneel, een bezuiniging ten koste van de allerkleinsten.**

41 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative au parking Brunfaut.**

Monsieur le Bourgmestre FF,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Le dossier du parking Brunfaut est devenu un des symboles du manque de gestion et de transparence de cette majorité.

Depuis le retrait de l'opérateur privé Indigo en 2024, ce parking de 190 places est laissé à l'abandon, barrières cassées, vandalisme, insécurité, véritable dépotoir au cœur d'un quartier déjà fragilisé.

La presse a largement relayé la situation et les plaintes des riverains, pire encore, certains usagers se disent victimes de rackets pour accéder à une place.

Voilà la réalité aujourd'hui, en 2025, dans notre commune.

Or, en début de mandature, le premier échevin petibiste a déclaré publiquement qu'une convention avait été signée le 17 janvier avec Parking.brussels pour assurer la reprise de la gestion du parking.

Mais quelques jours plus tard, Parking.brussels a démenti, aucune convention n'a été signée, aucun financement n'est prévu, et les mesures promises, fermeture nocturne, tarifs préférentiels pour les locataires, task force sécurité, ne sont toujours pas appliquées.

Nous sommes donc face à un double problème, d'une part, une absence de gestion, le parking reste dans un état lamentable et d'autre part, un manque de transparence, car un échevin petibiste affirme des faits que l'opérateur régional contredit noir sur blanc.

Pour les libéraux, c'est inacceptable. Gouverner, ce n'est pas faire des annonces contradictoires, c'est prendre des décisions claires, chiffrées et financées, avec un calendrier précis.

Gouverner, c'est aussi respecter les habitants qui paient leurs impôts et qui méritent de vivre dans un quartier sûr, propre et bien géré.

Je voudrais donc poser les questions suivantes à la majorité :

Pouvez-vous confirmer, qu'aucune convention n'a été signée à ce jour entre la Commune et Parking.brussels ?

Si oui, pourquoi avoir affirmé publiquement, que cette convention était déjà signée ?

Quel est le plan concret et daté pour remettre ce parking en état de fonctionnement sécurisé ?

Qui assume aujourd'hui la responsabilité de la saleté, du vandalisme et des risques encourus par les usagers ?

Enfin, quelles garanties pouvez-vous donner quant à la sécurité et au tarif appliqué aux riverains qui ont droit à une place ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de File MR-VLD

Conseillère communale

ggarciafernandez@molenbeek.irisnet.be

0478.38.34.76

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende Brunfaut parking.

42 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la disparition de la station Villo, à proximité de la Maison communale.**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Je souhaite attirer votre attention sur un problème très concret pour les Molenbeekois, la disparition de la station Villo située à proximité de la Maison communale.

Il s'agissait de la seule station du cœur de Molenbeek.

Aujourd'hui, les usagers doivent soit traverser le canal pour rejoindre la station près du Walvis, soit marcher jusqu'aux Étangs Noirs.

Autant dire qu'un service de mobilité de proximité a disparu pour nos concitoyens, et sauf erreur de ma part, sans aucune communication claire.

Dès lors, je vous pose trois questions précises :

- 1) Pour quelle raison la station Villo! de la Maison communale a-t-elle été supprimée ?
- 2) Existe-t-il un projet de réinstallation d'une station Villo plus proche du centre de Molenbeek, afin de garantir un accès facile et équitable au service?
- 3) La Commune a-t-elle eu des contacts avec Bruxelles Mobilité et l'opérateur Villo pour défendre les besoins des Molenbeekois et obtenir une solution rapide ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez

Cheffe de file MR-VLD

Conseillère communale

mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be

**Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de verdwijning van het Villo-station, over het gemeentehuis.**

43 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à un conflit d'intérêt relatif à l'octroi d'avantages à l'association Molenbeek Brussels Cycling Team. (Complémentaire)

Monsieur Kalandar,

Lors de la séance du Collège du 21 août 2025, vous avez participé au vote relatif à l'octroi d'avantages à l'association Molenbeek Brussels Cycling Team, dans le cadre de l'organisation du Jogging de la Solidarité, au profit de Cap48 et Viva for Life.

Or, selon les statuts de ladite association, vous en êtes membre. Votre participation à ce vote pose donc question, au regard des règles de déontologie et de la législation en matière de conflits d'intérêt, notamment telles que définies dans la Nouvelle loi communale et les principes généraux de bonne gouvernance.

Dans ce cadre, je vous adresse les questions suivantes :

Étiez-vous conscient que votre participation à ce vote pouvait constituer une situation de conflit d'intérêt ?

Avez-vous informé vos collègues du Collège de votre lien avec l'association avant ou pendant la séance ?

Pourquoi n'avez-vous pas choisi de vous abstenir ou de vous retirer du vote, conformément aux règles en vigueur dans de telles situations ?

Pensez-vous que cette manière d'agir est conforme à vos obligations de mandataire public en matière de transparence et d'éthique ?

Envisagez-vous de prendre l'initiative de corriger ou de clarifier cette situation, dans un souci de respect des procédures ?

Monsieur Kalandar, au-delà des aspects purement juridiques, cette situation interroge également la confiance que les citoyens peuvent accorder à la gestion publique. Il me semble donc important que vous apportiez des explications claires et sans équivoque.

Je vous remercie pour vos réponses.

Envoyé à partir de [Outlook pour Android](#)

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, betreffende een belangenconflict in verband met het toekennen van voordelen aan de vereniging Molenbeek Brussels Cycling Team. (Aanvullend)

44 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à un conflit d'intérêt relatif à l'octroi d'avantages à Molenbeek 100% voisins. (Complémentaire)

Monsieur Kalandar,

Lors de la séance du Collège communal du 20 mars 2025, vous avez participé au vote autorisant l'organisation de l'événement intitulé "Molenbeek 100% voisins – Chasse aux œufs", qui s'est tenu au Parc des Muses.

Or, il ressort que vous êtes membre actif de l'association "Molenbeek 100% voisins", en tant que trésorier, ce qui vous place dans une situation de lien direct et personnel avec l'organisateur de l'événement.

Je me permets de rappeler qu'un mandataire public ne peut prendre part à une décision qui concerne une organisation dans laquelle il exerce une fonction officielle ou détient un intérêt personnel. Cette règle est clairement établie dans la Nouvelle loi communale et les principes fondamentaux de la gouvernance locale, visant à éviter toute situation de conflit d'intérêt.

Dès lors, je vous adresse les questions suivantes :

Pourquoi avez-vous participé au vote concernant un événement organisé par une association dont vous êtes trésorier ?

Avez-vous déclaré votre lien avec l'association avant le vote, ou informé le Collège de cette situation ?

Étiez-vous conscient qu'en tant que membre du comité de gestion de cette ASBL, vous deviez vous abstenir de participer à toute décision relative à ses activités ?

Envisagez-vous de prendre des mesures correctrices ou de reconnaître publiquement ce manquement aux règles de déontologie ?

Enfin, pouvez-vous nous garantir que vous n'avez pas participé à d'autres décisions impliquant cette association depuis le début de votre mandat ?

Monsieur Kalandar, ces situations à répétition interpellent et posent une réelle question de respect des règles éthiques qui s'imposent à tout élu local. Il est essentiel que les décisions communales soient prises dans un climat de transparence et d'impartialité.

Je vous remercie pour vos réponses.

Envoyé à partir de [Outlook pour Android](#)

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, betreffende een belangenconflict in verband met het toekennen van voordelen aan de vereniging 100 % voisins. (Aanvullend)

